

Courrier du C.V.P.R.

Bulletin du Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient

AVRIL • MAI • JUIN • 2016 • N° 61



John Kerry et J.M. Ayrault à la Conférence internationale de Paris le 3 juin 2016

Editorial

Le refus

A l'initiative de notre pays une Conférence internationale en vue de relancer le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens, interrompu après les échecs de John Kerry en 2014, s'est tenue à Paris le 3 juin.

Une trentaine de ministres et diplomates de pays occidentaux, de représentants du Quartet, de la Ligue arabe, des Etats arabes, et le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, y étaient invités. Israéliens et Palestiniens non, dans ce premier round. L'objectif était de mettre en place des groupes de travail en vue de préparer une nouvelle conférence à l'automne, cette fois-ci avec les deux parties au conflit, en s'appuyant sur l'initiative arabe de paix de 2002.

Les participants, constatant la poursuite des actes de violence et de la colonisation, ont estimé que ceux-ci « mettaient dangereusement en péril la perspectives de la solution des deux Etats » et que « le statu quo n'était pas soutenable ». Ils ont donc « discuté des moyens par lesquels la communauté internationale pourrait aider à faire progresser les perspectives de paix ».

A la veille de la Conférence, notre ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, s'était déplacé en Israël. Il entendait relancer auprès des dirigeants israéliens et palestiniens l'initiative avancée par son prédécesseur Laurent Fabius, à la veille de quitter le Quai d'Orsay. S'il obtint sans difficulté le soutien de Mahmoud Abbas - heureux que l'on parle de nouveau, sur le plan international, de la Palestine, dispa-

• Suite page 2

SOMMAIRE

- Une simple manœuvre p. 3
- La machine de guerre politico médiatique de Citizen Drahi p. 4
- La Nakba : de 1948 à aujourd'hui p. 5
- Les expulsés en chiffres p. 6
- L'accès à l'eau en Palestine constitue-t-elle une arme ? p. 7
- La dérive ultranationaliste met Israël en ébullition p. 9
- Jérusalem revisitée par l'office de tourisme de Jérusalem p. 10

DOSSIER

- Liste d'une sélection d'association étrangère pour une paix juste au Proche et Moyen-Orient p. 11 à 14
- La campagne BDS en France et dans le monde p. 15 à 18

BRÈVES

- Consultation du CVPR PO et courrier des lecteurs p. 22
- Livres p. 23
- L'Orient arabe trahi il y a juste cent ans p. 24

Colloque

« Cent ans après les accords Sykes-Picot l'Orient arabe trahi »

le

samedi 8 octobre 2016

au Palais du Luxembourg, de 9 heures à 17 heures

Inscrivez-vous vite !

N'oubliez pas de régler votre cotisation 2016

rue de l'actualité, face aux drames syriens -, en revanche, il fut reçu comme « *un chien dans un jeu de quille* » par Netanyahu. Celui-ci mettait même en doute « *l'impartialité* » de la France, en brandissant son vote, quelques semaines auparavant, à l'UNESCO. Une fois de plus, le Premier ministre israélien rejetait l'initiative française, comme les autres tentatives, hors son sempiternel discours d'un dialogue direct avec les Palestiniens.

Est-il nécessaire de rappeler que toutes ont échoué ? Depuis septembre 1993 et les « *Accord d'Oslo* », elles n'ont été qu'une suite d'échec après échec. Vingt-trois ans de vaines négociations, avec neuf gouvernements israéliens successifs ! Un premier pas certes avait été fait par le Premier ministre Y. Rabin, pour appliquer les accords... Mais le seul résultat fut son assassinat. La paix qui devait être conclue cinq ans après resta lettre morte.

Pendant ces années, gagnées par Israël, l'occupation et la colonisation de la Palestine ne cessèrent de progresser ; la violence des colons à l'égard de leurs voisins de s'accroître ; l'annexion de Jérusalem-Est réalisée par sa judaïsation accélérée ; le mur (de la honte) dit de « *séparation* » développé... Faits irréversibles chaque jour aggravés, rendant impossible tout Etat palestinien viable ! Perpétuer le statu quo, tel est le suivi de la politique israélienne. Il ne date pas d'hier...

Notre Premier ministre, Manuel Valls, prenait à son tour son bâton de pèlerin, fort de son amitié pour Israël. Il alla tout de même jusqu'à dire à Netanyahu : « *L'arrêt de la colonisation est un impératif. On ne peut pas être sincère dans la négociation et en même temps continuer à pratiquer le fait accompli sur le terrain* ». Cela ne modifia en rien la position de celui-ci, à la tête du gouvernement le plus à droite d'Israël. Mieux, il profita du moment pour faire rentrer dans son gouvernement l'ultranationaliste Avigdor Lieberman - connu pour ses diatribes anti arabes - et son intransigeance vis-à-vis des Palestiniens -, qui se voyait confier le ministère de la Défense et des Implantations !

Il pouvait d'autant plus camper sur son « *niet* » que nos deux ministres avaient renoncé à évoquer la reconnaissance de l'Etat de Palestine, en cas d'échec de l'initiative française, option retenue par Laurent Fabius. Certes, à Valls, Netanyahu avait proposé une rencontre directe, éventuellement à Paris - douce ironie ! - avec Mahmoud Abbas, sans condition... sauf, bien sûr, à voir accepter par celui-ci le caractère juif de l'Etat d'Israël.

Une Conférence internationale de plus, après celle d'Annapolis en 2007 - qui se voulait la der des ders ! -. Elle ne pourra se terminer que par un fiasco, au grand dam des Palestiniens, une fois de plus floués par les occidentaux, incapables d'imposer une quelconque sanction à Israël, face à son refus de se conformer au droit international. Et pourtant, la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, par exemple, commencerait à les faire douter.

Soyons précis : sans la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien ; la disposition de son Etat sur les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, impliquant la fin de l'occupation militaire et le retrait des colons ; le « *droit au retour des réfugiés* », aucune solution de paix n'est envisageable. Mais, il est clair qu'Israël ne veut pas d'un Etat palestinien. Il y va pourtant de sa survie même dans l'avenir.

Une déclaration de Jean-Marc Ayrault à des journalistes, à l'aéroport Ben Gourion, devrait faire réfléchir ses dirigeants : « *La France est désintéressée, mais elle est profondément convaincue que si l'on ne veut pas laisser prospérer ici, dans cette région, les idées de Daech, il faut faire quelque chose* ». Et à d'autres journalistes : « *On ne peut rester sans rien faire, il faut agir avant qu'il ne soit trop tard* ». Pour Israël ? Certes. Mais aussi pour nous en France devant les risques d'attentats.

Maurice Buttin, président du CVPR PO

DIXIT

Le JERUSALEMPOST du 13 avril 2016 informe ses lecteurs francophones....

"La fin de l'intifada des couteaux ? (page 4)

Au total, 270 attaques ont eu lieu sur l'ensemble de la période, provoquant la mort de 33 personnes, 29 Israéliens et 4 résidents étrangers "

Il n'est pas mentionné la mort de près de 200 Palestiniens ! Normal, ce ne sont pas des personnes, mais "*des bêtes marchant sur deux pattes* ", selon Menahem Begin.

Rappelons qu'il a obtenu le prix Nobel de la paix en 1978 !

Et encore (page 9) :

"Comparée à la bande de Gaza, la Judée-Samarie est un paradis. Les souffrances et les privations des quelque 1,8 million de Gazaouis qui vivent dans un ghetto de 365 kilomètres carrés sont insupportables : 500 personnes sont mortes noyées en Méditerranée l'an dernier en tentant de quitter l'enclave palestinienne dans des embarcations de fortune. Le nombre de suicide augmente chaque jour. 60 % des Gazaouis sont au chômage.

Nombre d'habitants, surtout des enfants, ont faim (...) L'eau potable est rare et l'électricité ne fonctionne que la moitié du temps.

Le Hamas qui dirige la bande de Gaza (...) est à l'origine de cette situation " !

On croit rêver !

Une simple manœuvre

par Uri Avnery

(...) **J**'ai vu à la télévision la conférence de presse de Dore Gold, le Directeur général de notre ministère des Affaires étrangères. Le sujet en était la récente conférence de paix de Paris, qui avait été violemment dénoncée par notre gouvernement. (...)

J'ai un vague soupçon (...) qu'il ne s'agit pas en réalité d'une initiative française, mais d'une initiative américaine camouflée. Elle soulève la fureur du gouvernement israélien, et aucun président américain ne peut se permettre cela s'il veut - lui ou son parti - être réélu. Il y a une terrible peur qui obsède notre gouvernement. Barack Obama déteste Nétanyahou, et pour de bonnes raisons. Mais il ne peut rien faire ouvertement contre lui - pas jusqu'à minuit le jour des élections. (...). Il pourra faire ce qu'il voudra. Tout ce dont il a rêvé, jour et nuit, depuis huit longues années. Et tout ce dont il a rêvé, c'était Benjamin Nétanyahou. Ah, la douce vengeance. Mais pas avant novembre. (...).

Alors que peut-il faire en juin ? Il peut sous-traiter les choses. Par exemple demander aux Français de réunir une conférence de la paix pour ouvrir la voie à la reconnaissance de l'État de Palestine. (...)

Nétanyahou aime la France. Il aime se divertir avec sa femme sur la Riviera française, dîner dans les restaurants les plus chers de Paris et vivre dans les appartements les plus luxueux de Paris – tant que d'autres paient pour cela. Cela a été révélé au cours du procès d'un Juif français accusé d'escroqueries (...). Mais trouver du plaisir dans le luxe français est une chose, apprécier la diplomatie française en est une autre. En ce moment Nétanyahou, lorsqu'il n'est pas occupé avec ses avocats, consacre son temps à faire échouer l'initiative française.

Faire échouer l'initiative française

Pourquoi, grand Dieu ? Qu'y a-t-il de mal (...) à remettre en route le processus de paix israélo-palestinien ? Eh bien, pratiquement tout. Ce processus est comme un chien qui dort. Un chien dangereux. Tant qu'il dort, Nétanyahou peut faire tout ce qu'il veut – étendre l'occupation des territoires palestiniens, développer les colonies (tranquillement, tranquillement, n'éveille pas le chien !), faire toutes les centaines de choses quotidiennes qui rendent l'occupation "irréversible". Et voici qu'arrivent les Français qui piquent le chien dans les côtes.

Et alors ? pourraient demander les gens. Il y a déjà eu des conférences de paix, des processus de paix à la pelle, des résolutions internationales. (...) Mais cette fois elle pourrait bien être différente. Pas en soi, mais à cause du climat international. Lentement, très lentement, l'horizon international d'Israël s'assombrit. De petites choses se produisent chaque jour partout dans le monde. Une résolution ici, un boycott là, une condamnation, une manifestation. L'Israël objet de l'admiration universelle a disparu depuis longtemps.

Le mouvement BDS rencontre un immense succès. Il ne nuit pas réellement à l'économie israélienne. Mais il crée une ambiance, d'abord sur les campus puis dans leur

environnement. Des institutions juives émettent des messages SOS. Maintenant, les institutions juives elles-mêmes sont contaminées (...).

Israël est un pays fort. Il dispose d'une armée très importante, des armes les plus modernes, d'une économie solide (en particulier high-tech), il obtient de fréquents succès diplomatiques. (...) Pourtant, à tout bien considérer, l'aggravation de la position internationale d'Israël est inquiétante. Même Nétanyahou est inquiet. Lentement mais sûrement le monde est en train d'accepter l'État de Palestine comme une réalité objective et une condition de la paix.

Alors Nétanyahou est à la recherche d'une nouvelle astuce.

Et que voit-il ? L'Égypte !

Les relations d'Israël avec l'Égypte remontent à quelques milliers d'années. L'Égypte était déjà une puissance régionale lorsque le peuple israélite originel vint au jour. (...)

Aujourd'hui le Pharaon actuel, Abd al-Fattah a-Sisi, est le grand espoir de Nétanyahou. L'Égypte, en faillite comme toujours, dépend de l'Arabie saoudite. Les Saoudiens (en secret) dépendent d'Israël dans leur lutte contre l'Iran et Bachar Assad. Ainsi a-Sissi est aussi un allié (secret) d'Israël. Pour conforter sa stature, a-Sissi se pose aussi en artisan de paix. Il appelle à une initiative de paix "régionale".

Dans sa diatribe contre les Français, Dore Gold loua l'initiative de paix égyptienne. Il accusa les Français de la saboter, et ainsi d'empêcher la paix. Nétanyahou aussi a fait bon accueil en paroles à l'initiative égyptienne, ajoutant qu'il fallait lui apporter seulement "quelques modifications".

C'est en effet nécessaire. A-Sissi fonde son plan sur l'initiative de paix saoudienne de 2002, qui a été adoptée par la Ligue Arabe pour devenir l'initiative de paix arabe. Elle exige qu'Israël quitte tous les territoires occupés (y compris le Golan et Jérusalem Est), qu'il accepte l'État de Palestine, qu'il reconnaisse le droit au retour des réfugiés palestiniens, etc.) Nétanyahou subirait mille morts avant d'accepter la moindre de ces conditions.

Se servir du plan égyptien pour rejeter le plan français est vraiment culotté, c'est considérer que l'on peut vraiment tromper tout le monde tout le temps. (...) Au lieu de parler de paix avec les Palestiniens honnis, parlons de paix avec la "région". Cela fait bien. Mais c'est totalement absurde. Aucun dirigeant arabe, du Maroc à l'Irak, ne signera avec Israël un accord de paix qui ne comporterait pas la fin de l'occupation et la création d'un État palestinien. Aucun ne le peut. Les masses de son peuple ne le laisseraient pas faire. (...).

Parler aujourd'hui de « paix régionale » à la paix avec les Palestiniens est une absurdité. Une « Paix régionale » envisagée signifie l'absence de paix.

Extraits d'un article publié sur le site de Gush Shalom le 11 juin 2016

Traduit de l'anglais « Just a Trick » : FL/SW

La machine de guerre politico médiatique de citizen Drahi

par René Backmann

L'interview de Manuel Valls, diffusée le 21 mai par i24 News et BFM-TV, avec la participation de journalistes de l'Express et de Libération confirme que le milliardaire boulimique est en train de bâtir une machine de guerre politico médiatique destinée à défendre ses engagements politiques et ceux de ses amis et partenaires, sans s'encombrer des règles de base du journalisme.



DR

Drahi accumule les acquisitions de médias

Pourquoi le milliardaire franco-israélien, Patrick Drahi, qui possède notamment l'opérateur de téléphonie mobile SFR, le réseau Numéricable et la chaîne de télévision israélienne à vocation internationale i24 News a-t-il aussi pris le contrôle, en 2014 et 2015 du quotidien Libération, puis de l'Express avant d'étendre son empire médiatique à BFM-TV et RMC ? Ceux qui se posent encore cette question ont, depuis ce soir, là des éléments de réponse éloquentes. Et inquiétants.

Valls sur i24 News

Depuis les studios de i24 News, à Jaffa, a été diffusée, relayée par BFM-TV une interview de Manuel Valls, en visite en Israël, au cours de laquelle le Premier ministre a répondu aux questions de quatre journalistes des médias Drahi : Apolline de Malherbe, de BFM-TV, Paul Amar, de I24 News, Christophe Barbier, de l'Express et Laurent Joffrin de Libération. « *Quatre médias, a indiqué Paul Amar à son invité, qui vous offrent une forte visibilité et une vraie diversité éditoriale* ». **Pour la « forte visibilité », l'affirmation se discute. Pour la « vraie diversité », le débat, en revanche, est clos.** (NDLR : souligné par nous)

Il s'agissait de célébrer l'amitié que porte Manuel Valls à Israël, de défendre, en gros et en détail, la politique du gouvernement Netanyahu,

et de laisser le Premier ministre français défendre la sienne. Sans l'encombrer de questions gênantes. Et sans faire l'économie, à plusieurs reprises, à propos d'Israël, de son armée, de sa police d'un discours lourdement propagandiste.

Dès les premières phrases de Paul Amar, les choses étaient claires. « *Pour observer au quotidien le peuple israélien, a confié l'ancien journaliste de France 2 à Manuel Valls, qui venait de rappeler le lien indéfectible qui unissait la France à Israël, je peux vous dire qu'il éprouve un sentiment très fort d'injustice, il se sent très seul. C'est la seule démocratie dans cette région mais c'est le seul pays à subir autant de critiques contrairement aux autres pays alentours* ». Une voix, parmi les trois autres journalistes qui participaient à cette interview a-t-elle émis une réserve, fait observer par exemple, que cette démocratie n'était pas exactement la même selon que les citoyens étaient juifs ou arabes ? Non. (...)

Entamée dans ce climat de respect des faits, de la vérité, des téléspectateurs et des principes du journalisme, l'interview s'est poursuivie dans la même veine pendant près d'une heure. Si convenue et convenable, si peu dérangeante, qu'à certains moments on pouvait se croire devant un clip de communication électorale.

(...) Il faut s'arrêter sur quelques moments, particulièrement démonstratifs, ce soir-là, de la « *diversité éditoriale* » et de la rigueur des médias de citizen Drahi.

Des questions et des silences

Comme on pouvait s'y attendre Paul Amar a interrogé Manuel Valls sur la récente résolution de l'Unesco sur Jérusalem-est, votée par Paris, que le gouvernement israélien et ses partisans, notamment en France, ont tenté de présenter comme une négation du lien entre le peuple juif et le mont du Temple. Intox qui ne résiste pas à une lecture du document. Comme il l'avait déjà fait à Paris, Manuel Valls a répété : « *La France regrette son vote. C'était une erreur* ». **Une voix lui a-t-elle demandé quels mots, précisément, de cette résolution, constituaient une erreur ? Non. Pourquoi Paris, qui disposait du texte deux semaines avant le vote, avait attendu la réaction d'Israël, relayée par divers représentants de la communauté juive pour constater cette « erreur » ? Non. A-t-on fait observer que cette intox était opportunément utilisée par le gouvernement Netanyahu pour discréditer l'initiative diplomatique française, qu'Israël rejette et que Manuel Valls était venu défendre ? Non.** (NDLR : souligné par nous)

Lorsque, au cours de cette interview, Manuel Valls a accusé, pour la deuxième fois en quelques jours, Clémentine Autain d'appartenir à une frange « *islamo-gauchiste* » et d'avoir eu des « *discussions étranges* » avec Tariq Ramadan, une voix lui a-t-elle fait observer que l'intéressée avait déclaré n'avoir « *jamais rencontré Tariq Ramadan, ni partagé une tribune avec lui* » et avait menacé de porter plainte contre le Premier ministre pour diffamation s'il ne présentait pas ses excuses ? Non.

Une machine de guerre politico-médiatique internationale

Quel enseignement nous livre la synergie de complaisances, de silences complices, de grossiers mensonges et de tranquille cynisme à laquelle viennent de participer, avec le Premier ministre et son conseiller en communication, quatre journalistes des médias contrôlés par Patrick Drahi ? Elle confirme que l'homme d'affaires boulimique d'acquisitions

ne se contente pas d'étendre à travers une cascade de holdings et de participations diverses son empire des télécommunications vers les médias, d'en rationaliser l'organisation autour de SFR et d'acquérir des équipes de journalistes chargés de nourrir ses multiples canaux.

Et elle indique clairement qu'il est aussi en train d'assembler une machine de guerre politico-médiatique internationale destinée à propager et défendre en Israël, comme en France, et peut-être bientôt ailleurs, ses

engagements politiques et ses intérêts, mais aussi ceux de ses amis et partenaires. L'exercice auquel nous avons assisté dimanche soir – et qui n'est sans doute qu'un début – montre qu'au moins pour l'instant, sa conception très personnelle de l'information rencontre peu de résistance dans les médias qu'il vient de conquérir.

Voir sur <https://blogs.mediapart.fr/rene-backmann/blog/250516/la-machine-de-guerre-politi-co-mediatique-de-citizen-drahi>.

LA NAKBA : de 1948 à aujourd'hui

par Ben White

1. Qu'est-ce que la Nakba ?

- La Nakba (« catastrophe » en arabe) renvoie au nettoyage ethnique des Palestiniens et à la destruction des communautés palestiniennes qui ont eu lieu lors de la création de l'Etat d'Israël en 1948. Environ 85 à 90 % des Palestiniens, qui vivaient dans ce qui est devenu Israël, furent expulsés (quelque 700 à 800.000). Les quatre cinquièmes des villes et des villages palestiniens furent détruits, ou repeuplés par des Israéliens juifs. Dans des villes comme Haïfa et Acre, les quartiers palestiniens furent vidés, et réoccupés.

Le déplacement des Palestiniens était en bonne voie au moment de la déclaration unilatérale d'indépendance d'Israël. Entre le 30 mars et le 15 mai, quelque 200 villages palestiniens furent, selon les mots de l'historien israélien Ilan Pappé, « occupés et leurs habitants expulsés. » Ainsi avant même que la guerre « israélo-arabe » n'ait commencé, environ la moitié du total final des réfugiés palestiniens avaient déjà perdu leur foyer.

Le nettoyage ethnique n'a pas seulement commencé avant mai 1948, il a aussi continué pendant quelque temps après. L'expulsion des Palestiniens de Al-Majdal vers la Bande de Gaza, par exemple, n'a pas été totale jusqu'à la fin de 1950. Vidée de ses habitants palestiniens, Al-Majdal devint la ville portuaire israélienne d'Ashkelon.

2. Pourquoi les Palestiniens ont-ils quitté leur foyer ?

- La raison primordiale de l'évacuation de centaines de villages palestiniens en 1947-48 a été un mélange de force et de peur, quelque chose longtemps maintenu par les historiens palestiniens. Le travail d'historiens israéliens comme Benny Morris en a fourni des

120 villageois furent tués le 9 avril 1948, est l'atrocité la plus célèbre, mais il y en a eu beaucoup d'autres : à al-Dawamiya, en octobre 1948, plus de 100 villageois - hommes, femmes, et enfants - furent tués. « *The Poem That Exposed Israeli War Crimes in 1948* » Ha'aretz, March 18, 2016.



Sur la route de l'exil en 1948

preuves supplémentaires. Selon Morris, sur à peu près les 400 villages palestiniens détruits qu'il a étudiés, « l'évacuation sur des ordres arabes » n'a été le facteur décisif dans l'évacuation de la population que dans six cas.

Les massacres par les forces sionistes - dont il y a eu au moins deux douzaines - a joué un rôle majeur pour répandre la terreur parmi les Palestiniens. Deir Yassin, où 100 à

Dans beaucoup de villes et de villages, les Palestiniens furent expulsés sous la menace des armes, comme à Lydda and Ramla. Après que des centaines de personnes aient été tués dans la conquête des villes, on estime que 50.000 habitants furent forcés de partir à pied vers la Cisjordanie.

Dans beaucoup d'autres villages, des colonnes de réfugiés furent la cible de tirs de mortiers pour « leur faire accélérer le train. »

3. Pourquoi les Palestiniens ne sont-ils pas retournés chez eux après la fin des combats ?

- Les réfugiés palestiniens furent empêchés de retourner chez eux par la violence, et par les lois. Dès juin 1948, David Ben-Gourion - premier Premier ministre d'Israël - déclara à son cabinet que "aucun réfugié arabe ne doit être autorisé à revenir". Il est resté fidèle à sa parole.

Les Palestiniens essayant de revenir furent qualifiés d'« agents infiltrés » par les autorités israéliennes, et considérés comme une menace à la sécurité. En 1956, jusqu'à 5.000 réfugiés palestiniens essayant de revenir chez eux avaient été tués par les forces israéliennes ; la plupart moururent alors qu'ils essayaient de retourner chez eux, d'avoir accès à leurs récoltes ou à leurs propriétés perdues, ou recherchaient ceux qui leur étaient chers.

Pendant ce temps, le gouvernement israélien a fait rapidement adopter des lois qui à la fois s'approprièrent les biens et les terres des Palestiniens expulsés, et aussi les dépouillaient de la citoyenneté qui leur avait été attribuée en tant qu'habitants du nouvel Etat.

4. (...)

5. Est-ce que la Nakba n'est que de « l'histoire ancienne » ?

- Les réfugiés palestiniens continuent à exiger que leur droit, internationalement reconnu, à la fois au retour et à la restitution de leurs biens, soit respecté. Aujourd'hui il y a environ 5,2 millions de réfugiés enregistrés par l'ONU (le nombre total de Palestiniens dans la diaspora est de 7,5 millions), dont 2 millions vivent en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza sous gouvernement militaire israélien- et à quelques milles de distance de leurs terres.

Les Palestiniens font référence aussi à une « Nakba continue », dans le sens où les politiques israéliennes de déplacement forcé et de colonisation ont continué, et même pris de l'ampleur, au cours des décennies. Pendant la conquête israélienne en 1967 de la Bande de Gaza et de la Cisjordanie, par exemple, quelque 300.000 Palestiniens ont fui ou ont

été expulsés. Parmi ceux qui ont quitté la Cisjordanie, moins de 8 % furent autorisés par Israël à revenir.

Actuellement, les exemples en cours comprennent l'expulsion de familles palestiniennes par des colons israéliens à Jérusalem-Est occupée, ainsi que la démolition de maisons et le déplacement des Palestiniens dans diverses zones de Cisjordanie, parmi lesquelles la Vallée du Jourdain et le Sud des collines d'Hébron.

Article commandé spécialement par la "Palestine Solidarity Campaign" (PSC) équivalent bri-

tannique de l'AFPS, écrit par l'auteur Ben White, journaliste et écrivain britannique.

Avril 2016 Traduit de l'anglais par Yves Jardin, membre du GT de l'AFPS sur les prisonniers <http://www.france-palestine.org/La-Nakba-de-1948-a-aujourd-hui>

Note : Le site *The Times of Israel* a publié un sondage en mars 2016. On y apprend que « 48 % des Juifs israéliens souhaitent l'expulsion des Arabes d'Israël et que 79 % croient que les Juifs doivent bénéficier d'un traitement de faveur par rapport aux Arabes ». In « *Courrier International* » du 24 mars 2016.

Les expulsés en chiffres

Le 15 mai 2016 a marqué les 68 ans de la « Nakba. Les chiffres recensés ci-dessous remontent à 2015. Les réfugiés palestiniens sont définis par l'UNRWA (l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient) comme « les personnes dont le lieu de résidence normal était la Palestine durant la période du 1^{er} juin 1946 au 15 mai 1948, et qui ont perdu leur maison et leurs moyens de subsistance en raison du conflit de 1948 », ainsi que leurs descendants.

HISTORIQUE

De novembre 1947 à mai 1948, plus de 800 000 Palestiniens (sur 1,4 millions) furent expulsés de leurs terres par les forces armées juives et les combats. Au total, 531 villages palestiniens ont été détruits pendant cette période. Une nouvelle vague d'expulsions s'est produite lors de la guerre de 1967.

On compte 5 589 488 réfugiés palestiniens enregistrés auprès des agences des Nations unies :

- 2 212 917 en Jordanie
- 1 349 473 dans la bande de Gaza
- 942 184 en Cisjordanie
- 591 780 en Syrie
- 493 134 au Liban.

Hors la comptabilisation de l'UNRWA, on compte également :

- 1,05 million de réfugiés de 1948 qui n'ont jamais été enregistrés à l'UNRWA.
- 1,1 million de réfugiés de 1967 et leurs descendants.

LES CAMPS

29% des réfugiés vivent dans des camps de l'UNRWA. 58 camps de réfugiés existent au Moyen-Orient dont 19 en Cisjordanie, 8 dans la bande de Gaza, 12 au Liban, 10 en Jordanie et 9 en Syrie.

Les camps les plus importants en Palestine sont ceux de Jabalia (113 165 personnes) et Rafah (110 198), tous deux situés dans la bande de Gaza. En Cisjordanie, le camp le plus important est celui de Balata (26 644) près de Naplouse.

La majorité des réfugiés vivent en Cisjordanie et à Gaza ou dans les pays voisins. En moyenne, les réfugiés vivent dans de moins bonnes conditions que les non réfugiés (surpeuplement, manque d'infrastructures, pauvreté etc.). Près de la moitié des réfugiés sont apatrides et entre 40% et 50% ont moins de 15 ans.

PALESTINE

43,1% de la population sont des réfugiés (27% en Cisjordanie et 67% à Gaza).

Le taux de chômage parmi les réfugiés est de 33,7%, alors que celui des non réfugiés est de 26,9%.t

Sur les 18 000 logements détruits à Gaza lors de l'offensive israélienne de l'été 2014, plus de la moitié étaient des maisons de réfugiés (9 161). L'UNRWA fournit encore des abris à 4 050 personnes déplacées suite à l'attaque.

JORDANIE

Aujourd'hui, les Palestiniens représentent 60% de la population en Jordanie. Beaucoup ont acquis la nationalité jordanienne et tous disposent des mêmes droits que les Jordaniens, à l'exception des quelques 100 000 réfugiés venus de Gaza en 1967 (Gaza n'a

jamais fait partie du royaume jordanien alors que la Cisjordanie y était intégrée de 1948 à 1967). Les Palestiniens de Jordanie ne sont néanmoins pas protégés des discriminations. L'été dernier, suite à des combats violents en Syrie, les autorités ont refusé l'entrée de réfugiés palestiniens de Syrie tout en acceptant les réfugiés syriens.

LIBAN

Les réfugiés palestiniens représentent plus de 10% de la population et sont considérés comme des étrangers « *résidents temporaires* ». Longtemps vus par les Libanais comme porteurs de déstabilisation, ils sont encore aujourd'hui synonymes de fardeau. Ils vivent dans des camps fermés et étroitement surveillés par l'armée libanaise. Plus de 20 professions leur sont interdites et ils ne peuvent acquérir des biens fonciers.

SYRIE

Les Palestiniens réfugiés en Syrie ont plus de droits qu'au Liban, comme l'accès aux services sociaux, mais ils vivent à nouveau la migration forcée à cause du conflit syrien, et sont particulièrement vulnérables aux conséquences de la guerre. Depuis 2011, plus de la moitié des réfugiés palestiniens ont été déplacés, à l'intérieur ou hors de Syrie. Dans les pays hôtes, ils se retrouvent souvent sans statut légal et sont sujets à une grande vulnérabilité. Par exemple, près de 95% des Palestiniens de Syrie réfugiés au Liban vivent des aides financières de l'UNRWA. D'autres demeurent dans des camps en Syrie, souvent dans des conditions déplorables. 430 000 réfugiés palestiniens en Syrie ont besoin d'aide humanitaire selon l'UNRWA.

http://plateforme-palestine.org/Refugies-4096?var_mode=calcul

L'accès à l'eau en Palestine constitue-t-elle une arme ?

Le 10 novembre 2015 l'AFPS, organisait un débat à la Mairie du 14ème à Paris autour du thème "le désastre écologique de l'occupation israélienne en Palestine et la question de l'eau". Cette réunion faisait écho à une délégation de députés européens en Israël et en Palestine en juillet 2015 destinée à évaluer la situation sur le terrain en termes d'accès et de partage de la ressource naturelle que constitue l'eau.

Certains conseillers de Paris, semblèrent s'offusquer de la tenue d'un tel débat dans une salle municipale et je souhaiterais leur adresser quelques éléments objectifs de réponse, non pour polémiquer avec eux mais leur rappeler quelques réalités qui manifestement leur échappent.

Au-delà du traditionnel petit jeu politicien, d'une partie de la droite, qui consiste à instru-



DR

mentaliser la question israélo-palestinienne à des fins de politique interne, il nous est reproché d'avoir mené un débat "à charge contre l'autorité israélienne" et d'avoir affirmé que "l'eau est utilisée dans les territoires occupés comme une arme, une arme de souffrance (...) destinée faire partir la population palestinienne" de certaines zones.

Afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté je confirme et réitère ces propos et il faudrait que certains comprennent que je ne tire aucun plaisir à voir des êtres humains en souffrance et que je préférerais pouvoir affirmer le contraire. Il me serait tellement plus agréable comme chaque personne attachée à la solidarité et aux droits humains de pouvoir constater que des progrès sont accomplis sur ces questions en Israël et en Palestine.

“Le droit à une eau potable propre et de qualité et à des installations sanitaires est un droit de l'homme, indispensable à la pleine jouissance du droit à la vie”

Il ne s'agit pas là d'une position « écologiste » ou partisane, mais d'un texte adopté, avec le soutien de la France, en juillet 2010 par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Le droit international reconnaît que chaque être humain a, sur cette planète, le droit de vivre et qu'aucune vie sur Terre n'est possible sans un minimum d'eau, potable.

N'en déplaise à certains, Israël, comme la Palestine, fait partie du monde et ne peut donc se dispenser de respecter certaines règles communes.

En vertu des accords d'Oslo, Israël conserve en Cisjordanie le contrôle de toutes les ressources en eau. **La réalité, c'est que les Palestiniens ne sont autorisés qu'à exploiter 20% des ressources connues, Israël en conservant 80% auxquelles s'ajoutent celles découvertes.** (NDLR : souligné par nous).

Des centaines d'installations d'eau et d'irrigation sont régulièrement détruites par l'armée israélienne dans les territoires occupés. Entre le 1er Janvier et le 17 février 2016, 37 infrastructures ont été détruites. Pour construire ou reconstruire les infrastructures nécessaires à s'approvisionner en eau, les Palestiniens ont besoin de permis, exclusivement délivrés par les autorités israéliennes. D'après un rapport des Nations Unies, 98,5% des permis demandés par des Palestiniens en zone C entre 2010 et 2014 ont été refusés.

Pour compenser le déficit d'approvisionnement, les Palestiniens sont contraints d'acheter de l'eau à Israël. Cette eau, parfois issue de leur propre territoire et stockée dans des citernes souvent en mauvais état, leur est facturée jusqu'à 400% plus cher que la moyenne. (NDLR : souligné par nous) Au-delà du coût alors que l'OMS préconise une

consommation minimum de 100 litres d'eau par jour et par personne, les Palestiniens accèdent au maximum à 40 litres par jour en Cisjordanie.

Mais s'agissant de la souffrance d'êtres humains, les chiffres ne disent pas tout

Lorsque nous traversons la vallée du Jourdain, le 24 juillet, le thermomètre indiquait 50°C à l'extérieur. Autour de nous, au milieu du désert, des exploitations de fruits et de légumes illégales, appartenant à des colons israéliens en violation du droit international, verdoient.

A 15h quand nous arrivons à destination, le village d'Al Hadidiya, ou du moins ce qu'il en reste, se résume à quelques toiles tendues sur un désert de roches asséchées par le soleil de plomb. Les infrastructures du village ont déjà été détruites treize fois par l'armée israélienne et celles qui demeurent sont concernées par des ordres de démolition.

Ici, sans eau, plus rien ne pousse, pas même les vies humaines qui ne cessent de se raréfier, poussées par la soif et la faim vers les villes. Dans ces conditions, le nombre de Palestiniens parvenant non pas à vivre mais à survivre diminue à vue d'œil. L'exode progressif entraîne sur des décennies des mouvements massifs de population, vidant de facto les territoires palestiniens de leurs habitants.

Nous prenons place sous une installation de fortune. Balayés par le sable et la poussière, on nous apprend que le raccordement au réseau d'eau potable a été détruit et que le permis pour le reconstruire ne sera pas donné. Les quelques habitants qui n'ont toujours pas cédé sont approvisionnés en eau par des camions ou bien à dos d'âne, parfois, quand la route le permet. Ils savent qu'à tout moment, l'armée israélienne viendra détruire ce qui demeure de ce village fantôme et qu'il ne leur restera rien d'autre que l'exode pour vivre.

Avant de reprendre le bus, nous faisons quelques pas sous un soleil brulant, au sommet d'un talus. On y

voit courir la vallée du Jourdain, son paysage rocailleux et asséché. Mais la beauté de ce tableau lunaire contraste avec la violence inouïe de la discrimination et de l'injustice. Plus bas, à quelques centaines de mètres, se dresse une colonie israélienne. De là où nous sommes, nous la distinguons parfaitement. On y voit de grandes maisons en dur, des arbres, des fleurs et l'herbe grasse d'un jardin verdoyant.

Alors oui, chers conseillers parisiens, il existe une volonté politique méthodique et planifiée de restriction de l'accès à l'eau pour certains, afin de permettre à d'autres d'en profiter plus largement, y compris en y exploitant des colonies totalement illégales au regard du droit international. (NDLR : souligné par nous).

Et oui, cette politique est une arme visant à assécher de facto la population palestinienne avec pour effet de la contraindre à se déplacer de leurs terres ancestrales.

Le conseil des droits de l'homme des Nations-Unies, a adopté le 24 mars 2016 à l'unanimité une résolution condamnant *“la répartition discriminatoire des ressources en eau entre les colons israéliens, qui résident illégalement dans le territoire palestinien occupé, et la population palestinienne dudit territoire, [...], la destruction de biens et d'infrastructures et toutes les autres mesures qu'Israël prend pour modifier le statut juridique, le caractère géographique et la composition démographique du territoire palestinien occupé”*

Nul excès, nul mensonge, nul antisémitisme, nul antisionisme dans cette résolution, simplement le rappel du droit et de faits cruels. Malheureusement, l'on ne peut voir que ce que l'on regarde.

Avec l'aimable autorisation de l'auteur Pascal Durand, député européen.

Article publié dans la revue "Palestine Solidarité" d'avril 2016.

La dérive ultranationaliste met Israël en ébullition

Par Andrès Allemand

Avigdor Lieberman et
Benyamin Netanyahu



Deux ministres jettent l'éponge. Un général voit des similarités avec l'Allemagne nazie. Séisme politique ?

Coup sur coup, deux ministres israéliens viennent de démissionner en l'espace d'une semaine. Le second, Avi Gabbay, a annoncé qu'il quittait le cabinet de Benjamin Netanyahu, trop « extrémiste » après la nomination mercredi de l'ultranationaliste **Avigdor Lieberman** à la Défense. Une nomination pour élargir la coalition et ainsi disposer d'une majorité plus large au Parlement. Ainsi s'en va un représentant de Koulanou, unique parti centriste du gouvernement.

Le vendredi précédent, c'est Moshe Ya'alon qui claquait la porte pour les mêmes raisons. Ancien chef d'état-major, ce politicien conservateur, membre du Likoud comme Netanyahu, était outré de devoir laisser la Défense à un civil inexpérimenté et incendiaire. « *Des éléments extrémistes et dangereux ont pris le pouvoir* », a-t-il prévenu dans un discours au QG de l'armée à Tel-Aviv. Il dit avoir « *peur pour l'avenir* ».

« Graines de fascisme »

Ce n'est pas le seul. Soldat le plus décoré d'Israël, l'ancien Premier ministre travailliste Ehoud Barak, qui fut aussi ministre de la Défense sous Netanyahu, estime que « *le gouvernement a été infecté avec des graines de fascisme* ». Quant à Moshe Arens, qui pour sa part fut en charge des armées à trois reprises, il voit un tournant majeur dans la politique israélienne : « *Un séisme est en vue. Cela prendra peut-être un peu de temps, mais il arrive.* »

Le très controversé Avigdor Lieberman vit dans une implantation illégale en Cisjordanie. Il veut réintroduire la peine de mort pour les terroristes palestiniens et appelle à décapiter les Arabes israéliens déloyaux. D'ailleurs, il estime que les Arabes citoyens d'Israël (20% de la population) forment une « *cinquième colonne* » et qu'il faudra qu'une partie soit transférée en territoire palestinien en cas d'accord de paix.

Ce n'est certes pas la première fois que le chef du parti Israël Beytenou (Notre Maison Israël) entre au gouvernement. Lieberman fut même en charge de la diplomatie israélienne entre 2009 et 2015. Mais à présent, il intègre une coalition déjà très à droite, le Likoud s'appuyant sur les ultraorthodoxes et les ultranationalistes. Par ailleurs, la Défense est le poste le plus important (et le plus sensible) après celui du Premier ministre. Traditionnellement, il est confié à un ancien militaire expérimenté.

« Procédés nazis »

Mais il y a pire. Le retour spectaculaire de Lieberman ne ferait que confirmer la dérive ultranationaliste en Israël. Une dérive si inquiétante qu'elle rappelle à certains les débuts du nazisme. Le 5 mai, Journée de commémoration de l'Holocauste, le général Yair Golan, adjoint du chef d'état-major de l'armée, a osé la comparaison : « *Ce qui m'effraie en repensant à l'Holocauste, c'est de connaître les procédés abjects utilisés en Europe en général - et en Allemagne en particulier - il y a 70, 80, 90 ans... et d'en voir des traces ici au milieu de nous, en 2016 !* » (NDLR : souligné par nous).

Désavoué par le premier ministre, le général a été soutenu par Moshe Ya'alon (avant sa démission). L'ex ministre de la Défense s'est déjà trouvé en porte-à-faux, en mars, quand il a condamné un soldat qui avait abattu d'une balle dans la tête un assaillant palestinien blessé qui ne représentait plus de menace. Netanyahu, lui, avait appelé le père pour lui assurer que son fils serait jugé équitablement. Et Lieberman ? Il n'y voyait pas du tout un crime. 27 mai 2016

Andrès Allemand est chef de la rubrique Monde à la Tribune de Genève.

Source : <http://www.tdg.ch/monde/derive-ultranationaliste-met-israel-ebullition/story/> 26944508

Jérusalem revisitée par l'office de tourisme de Jérusalem

par Sesto Chouffot

D'après un article paru le 4 avril 2016 dans le journal *Haaretz*, le plan de la vieille ville de Jérusalem distribué par l'office du tourisme omet des sites "non Juifs". Sous la plume de Nir Hasson, *Haaretz* s'est posé la question de l'ampleur de l'omission et des erreurs commises. *Terrasainte.net* s'est procuré la carte en question et a vérifié les informations du quotidien israélien.

A en croire le plan, beaucoup de sites sont à voir dans le Quartier juif en plus du Mur Occidental. Il y a des Yeshivot (écoles talmudiques), des synagogues, et nombre de maisons... privées. Quiconque connaît un peu la vieille ville sait que la plupart d'entre elles sont inaccessibles et sont en réalité de véritables bunkers. Figure aussi sur la carte l'emplacement pour une future synagogue!

Depuis la fin du XIX^e siècle la vieille ville de Jérusalem était décrite comme constituée de quatre quartiers (musulman, chrétien, arménien et juif). Ils étaient différenciés par un code couleur. Mais ces 20 dernières années, les cartes se contentaient de nommer de façon paritaire les quartiers. Sur la version en vigueur, le quartier Juif est indiqué en gros caractères stipulant "known as Jewish quarter" ("Connu comme quartier juif"). Le titre "quartier musulman", est lui à peine indiqué, fondu dans le décor, quasi imperceptible. Quant au quartier chrétien, il semble se résumer au couvent franciscain Saint-Sauveur.

A côté de la profusion de lieux à voir dans le quartier juif, le quartier musulman fait pâle figure. Sont mentionnées: la basilique de l'Ecce Homo, la piscine de Bethesda, le Dôme du Rocher et les incontournables Yeshivot et maisons juives. Nir Hasson constate que "le seul bâtiment musulman à visiter, d'après la carte, est le Dôme du Rocher". Aucune mention d'autres sites musulmans. "On trouve 37 madrassat

[écoles], sebils [fontaines publiques décorées], et le palace de Madame Tunshuq's Palace, sûrement le plus grand bâtiment de la vieille ville," a pourtant expliqué au *Haaretz* le chercheur et instructeur de guides touristiques Dr. Shimon Gat.

La nomination des lieux

Un autre point, soulevé par le quotidien israélien, est le choix des auteurs du document, quant à la façon de nommer les lieux. En effet, toutes les portes donnant accès à l'esplanade des mosquées (qui comprend la mosquée d'Al-Aqsa et le Dôme du Rocher), ont été indiquées avec leur nom hébreu. De même des termes tels que "Mont Moriah, Mont du Temple ou Har Habait" sont utilisés, mais pas celui de "Haram al-Sharif" (noble sanctuaire en arabe). Encore : "Les étables Salomon" sont figurées alors que la mosquée Al-Aqsa est tout juste dessinée mais sans être nommée.

Lieux musulmans, lieux chrétiens « disparus »

Il n'y a d'ailleurs pas que les sites musulmans pour se voir ainsi effacer. Certains lieux saints chrétiens ont également disparus, telle l'église Sainte-Anne, plus exactement son nom. Car si l'église est représentée, c'est le nom de piscine de Bethesda qui doit y conduire. Le Cénacle également n'a plus le droit de cité. La carte mentionne seulement "la chambre du dernier souper". Disparu Saint Pierre en Gallicante, disparu le Carmel du Pater Noster, disparu le jardin des Oliviers. Des bâtiments

juifs sont quant à eux apparus, comme une maison s'intitulant "Neot David" aux abords du Saint-Sépulcre.

Au *Haaretz* on note aussi que alors que des quartiers arabes sont devenus de vertes collines, les cartographes ont en revanche fait dessiner les immeubles modernes d'une implantation appelée "Maale har Zeitim", qui au bas du Mont des Oliviers avoisine la maison d'Abraham.

Ce plan, arborant le logo du Ministère du Tourisme Israélien, a été créé par la société "Atir Maps and Publications Company". Cette société a affirmé au *Haaretz* que le plan n'a pas été commandé par le gouvernement. Néanmoins le Ministère du Tourisme Israélien a déclaré « soutenir ce qui est représenté sur la carte ». Il a ajouté que « la carte a été produite en collaboration avec des guides, et que les fabricants ont prit en compte leurs recommandations et leur vaste savoir accumulé depuis des années, pour lister les principaux lieux touristiques ».

Il semblerait qu'un vaste savoir ne suffise pas pour créer une carte de Jérusalem. « Sur 57 lieux désignés, 25 sont des Yeshivot et maisons juives, que même les plus expérimentés des guides ne connaissent pas », note le chroniqueur.

Un guide interrogé par le journal synthétisait : « Des employés ont fait disparaître 1300 ans de l'histoire de Jérusalem. » On conclura sobrement que c'est bien dommage.

Source : <http://www.terrasanta.net/tsx/lang/fr/p9137/Carte-de-Jrusalem>
-7 avril 2016

Liste descriptive d'une sélection non exhaustive d'associations étrangères pour une paix juste au Proche et Moyen-Orient

Les textes sont des extraits significatifs des sites des associations, sélectionnés, traduits et adaptés si besoin.

UNION EUROPÉENNE :

ECCP - European Coordination Committees and Associations for Palestine



C'EST un réseau de 50 comités, ONG, associations européennes de solidarité internationale de 22 pays différents ; il a été fondé en 1986 et a une approche fondée sur la défense des droits de l'homme des palestiniens et défend :

Le droit des palestiniens à l'autodétermination conformément aux résolutions de l'ONU.

La fin de l'occupation des terres arabes, particulièrement celle de la Cisjordanie, de Jérusalem est, et de Gaza.

Le droit des palestiniens d'Israël à une égalité de traitement avec les autres citoyens d'Israël.

Le droit au retour des réfugiés palestiniens, y compris celui de retrouver leurs maisons comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU

La libération des prisonniers politiques palestiniens

Il utilise plusieurs moyens pour atteindre ces objectifs : Réalisation et coordination de campagnes unitaires

Promotion de la campagne BDS comme elle a été définie dans l'appel de 2005

Soutien juridique aux prisonniers politiques palestiniens

Soutien du Tribunal Russe sur la Palestine

Son action concerne bien sûr les états européens et les institutions européennes dans le but d'imposer le respect des lois internationales et des droits fondamentaux du peuple palestinien, d'agir efficacement pour contraindre Israël à respecter le droit international. Elle organise des missions en Palestine.

Juifs européens pour une paix juste

C'est un réseau européen de 11 organisations juives de 10 pays militant pour la paix dans le conflit israélo-palestinien, née en septembre 2002 à Amsterdam.

Ce réseau soutient la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions et réclame « la fin immédiate

de l'occupation des territoires occupés : Cisjordanie, Gaza et Jérusalem-Est avec reconnaissance des frontières du 4 juin 1967 ».

Elle est composée de :

- l'Union juive française pour la paix, en France, qui est son membre fondateur ;
- l'Union des progressistes juifs de Belgique, en Belgique, depuis 2003.
- *la Jüdische Stimme für einen gerechten Frieden zwischen Israël und Palästina* (Suisse)
- *le Jewish Socialists' Group* (section britannique du Bund) et *Jews for Justice for Palestinians* (Royaume-Uni)
- *Judar för Israelisk-Palestinsk Fred* (Suède)
- *Een Ander Joods Geluid* (Pays-Bas)
- *Rete 'Ebrei contro l'occupazione* (Italie)
- *Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost* (Allemagne)
- *European Jews for a Just Peace - Denmark*
- *Jüdische Stimme für einen gerechten Frieden in Nahost* (Autriche)

Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Juifs_europ%C3%A9ens_pour_une_paix_juste

BELGIQUE :

CNCD : Centre national de coopération au développement

En Belgique, la plupart des initiatives collectives de solidarité avec les Palestiniens le sont sous l'égide du CNCD (Centre national de coopération au développement). Le CNCD est né le 26 avril 1966 à l'initiative de quatre collectifs d'associations de solidarité avec le tiers-monde ; il compte maintenant 6 associations adhérentes dont l'APB (voir ci-dessous), il a coordonné,

le 22/1/2015 le texte « Reconnaissance de la Palestine : une résolution indigne de la Belgique », déplorant que le texte voté à la chambre des représentants lie « la reconnaissance de l'État palestinien à des conditions irréalistes et la reportant sine die ». Dans les années 70, cette organisation devient le lieu de convergence d'organisations pour lesquelles le développement est lié aux

changements structurels dans les politiques internationales. Elle se fixe alors trois missions : le financement de projets dans le tiers-monde, les interpellations politiques et l'information du public belge.

CNCD quai du Commerce 9 1000 Bruxelles
cncd@cncd.be - <http://www.cncd.be>



Dossier

APB :

Association Belgo-palestinienne

L'ABP (Association Belgo-palestinienne) est une des 6 associations adhérentes au CNCD. C'est une association de droit belge fondée en 1975 afin de défendre et promouvoir les droits inaliénables du peuple palestinien à son territoire et à son État, droits expressément reconnus par l'Organisation des Nations Unies. L'ABP se réclame du principe de pluralisme; elle est ouverte à toute personne physique ou morale, à l'exclusion de celles qui professent une idéologie raciste ou antisémite.



Depuis plus de 30 ans, l'ABP réalise ses objectifs via différents axes d'actions :

- information et mobilisation de l'opinion publique, des associations et organisations citoyennes, des médias ;
- action politique d'intervention citoyenne (lobbying) auprès des représentants élus dans les institutions locales, régionales, nationales et européennes et interpellation des pouvoirs publics en Belgique et dans l'Union européenne;
- soutien matériel, moral et en ressources humaines aux organisations palestiniennes;
- promotion, avec les ONG belges de coopération en partenariat avec des associations palestiniennes;

- échanges culturels.

Chaque trimestre, l'ABP édite une revue, PALESTINE, sur l'actualité palestinienne au Proche-Orient et en Belgique, avec des témoignages, des brèves, des articles de fond (analyses politiques, économiques, culturelles), des numéros hors-série sur des problématiques particulières, un éclairage indépendant et dépassionné sur la Palestine.

Elle possède plusieurs comités locaux (Liège, Wallonie Picardie, Namur, Luxembourg, Mons, Comines). **Association belgo-palestinienne - Wallonie/Bruxelles** Asbl quai du commerce, 9 – 1000 Bruxelles Tél: +32 (0)2 223 07 56 fax: +32 (0)2 250 12 63

info@abp-wb.be

UPJB :

Union Juive Progressiste pour la paix

L'Union Juive Pro-gressiste pour la paix (UPJB) mène essentiellement des actions en direction de la communauté juive, actions tant politiques que culturelles.

L'UPJB a signé le texte initié par le CNCD : « Reconnaissance de la



Palestine, une résolution indigne de la Belgique » qui dit : « *En refusant de reconnaître ce fait, la Belgique va contre le sens de l'Histoire. Elle doit reconnaître la Palestine immédiatement et sans tergiverser afin d'évacuer ce débat somme toute symbolique. Et, bien entendu, agir activement pour la résolution du conflit* » écrit Rabab Khairy.

UJPB - 61, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles

upjb2@skynet.be - Site internet : upjb.be

FREE PALESTINE



Le Mouvement Citoyen Palestine est une association constituée de citoyens d'horizons divers et qui a pour objectif la promotion et la défense des droits inaliénables du peuple palestinien à disposer de son territoire et d'un Etat.

Parmi ses actions actuelles, la « *suspension des accords d'association UE-Israël* » et une pétition « *pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers palestiniens* » et leur soutien au comité de soutien belge « *Gaza Freedom Flotilla* »

mcpalestine@netcourrier.com

GRANDE BRETAGNE :

PSC : Palestine Solidarity Campaign

PSC est une communauté de gens travaillant ensemble pour la paix, l'égalité et la justice, contre le racisme, l'occupation et la colonisation. C'est la plus grosse organisation de Grande Bretagne qui défend les droits humains pour les Palestiniens. Elle combat le refus constant d'Israël d'appliquer le Droit International, la poursuite de la colonisation militaire, la discrimination dont sont victimes les Palestiniens. Elle organise la mobilisation contre ceux qui profitent de l'occupation et contre le gou-



vernement britannique qui refuse de faire pression sur Israël, contre les médias qui travestissent la vérité. La PSC construit un mouvement de masse pour la justice et l'égalité, elle est persuadée, que dans l'unité, elle peut gagner.

Elle pense qu'il doit y avoir une paix juste entre Palestiniens et Israéliens avant la fin de la décennie. Palestiniens

et Israéliens doivent avoir les mêmes droits ; tant que ce n'est pas le cas, elle se sent responsable de la défense des

droits des Palestiniens.

Elle pense que l'occupation israélienne ne peut continuer tant que la communauté internationale soutient ce pays. En tant qu'allié clé d'Israël, la Grande Bretagne a une responsabilité particulière. Elle soutient et participe à la campagne BDS.

Palestine Solidarity Campaign
BoxBM PSA London WC1N 3XX
info@palestinecampaign.org

CORPORATE WATCH

Il y a un mouvement établi et croissant de solidarité avec la Palestine. Depuis 2004, ce mouvement s'est focalisé sur un appel palestinien pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS). Corporate Watch mène des recherches pour le renforcer et être une ressource pour le mouvement BDS progressant et élargir la solidarité internationale, contre l'apartheid israélien, la colonisation et l'occupation.

International movement for Boycott Divestment and Sanctions

Corporate Occupation (twitter @CorpOccupation) est un projet de Corporate Watch.

Contacts pour toute information qui pourrait être utile à vos propres campagnes : tom@corporatewatch.org et therezia@corporatewatch.org



c/o Freedom Press
Angel Alley
84b Whitechapel High
Street London, E1 7QX
+44 (0)207 426 0005,
twitter
@CorpWatchUK
contact@corporate-
watch.org

DR

ALLEMAGNE :

DJP Jeunesse Allemande pour la Palestine

(Deutsche Jugend für Palästina)



<http://djp-ev.de>

KOPI

(Deutsche Koordinationskreis Palästina Israel)



<http://www.kopi-online.de>
kontakt@kopi-online.de

FOR Pour Un Etat et le Retour en Palestine



info@for-palestine.org

L'association « *Jeunesse Allemande pour la Palestine* » se focalise sur le conflit du Proche-Orient. « *Nous nous considérons comme la voix des jeunes qui ont une position critique sur la thématique Palestine/Israël. Notre souhait est d'amener la cause palestinienne à l'opinion publique, et aussi d'élaborer une présentation politique, culturelle et historique du destin des Palestiniens. Dans les medias et en politique, nous nous opposons à la constante diabolisation du mouvement palestinien et y voyons un obstacle pour une solution pacifique du conflit.*

Dans cet esprit, nous comptons sur une élucidation intégrale des circonstances historiques et politiques, et en relation aux droits des peuples.

Nous organisons des séminaires, des journées du souvenir (par ex. sur la Nakba), des expositions et des évènements ».

La Coordination Allemande Palestine Israël pour la fin de l'occupation et une paix juste (KOPI) consiste en un réseau pour le travail d'informations, de formations et de campagnes sur le conflit du Proche-Orient. KOPI met en réseau plus de 40 groupes pour la paix, les droits humains et la solidarité, œuvrant au niveau fédéral ou régional.

La mission centrale de l'association est de souligner, dans l'action publique et envers les responsables du gouvernement et des assemblées, la nécessité d'une autre politique fédérale au Proche-Orient. De pousser pour que l'autodétermination et la sécurité de la population palestinienne reçoivent la même attention urgente, que les gens en Israël. De s'opposer à la guerre et à l'oppression dans la région, et à ceux qui les soutiennent en particulier aux USA et dans l'UE. D'exiger énergiquement le respect du droit des peuples et des hommes des 2 côtés, cela est le consensus de tous les groupes et organisations participant à KOPI.

Nous, FOR-Palestine, groupe dédié à la promotion du travail de solidarité avec la Palestine en Europe et dans la diaspora, basons notre action sur les points et principes suivants. Ils représentent notre base théorique, à combiner avec notre travail pratique, et à développer en cohérence.

Le problème fondamental du Sionisme est la colonisation de la Palestine, qui a commencé au début du XXème siècle avec des moyens économiques et politiques en tant que manifestation pratique d'une idéologie profondément enracinée dans le colonialisme européen de l'époque. Elle a vu son pic dans l'expulsion armée et planifiée de presque un million de Palestiniens en 1947-48. Ce n'est pas, comme certains pensent, l'occupation de juin 1967, et donc cela ne peut pas être résolu par une solution géographique d'un Etat palestinien sur les zones occupées seulement. Le problème ne peut être résolu qu'avec le retour du peuple déplacé de 1948 et de leurs descendants à la terre dont ils ont été déplacés - toute la Palestine historique.

USA :

EPJP, Égalité, Paix, Justice et Liberté (Equality, Peace, Justice, and Freedom)

Ce Forum explore les opportunités de faire progresser l'égalité et la justice parmi les peuples. Il explore aussi les moyens et méthodes pour parvenir à la paix dans le monde, en particulier au Moyen-Orient. Il est une voix pour le compte des opprimés et défavorisés, en cherchant à corriger les inégalités et à promouvoir la justice.

<https://groups.google.com/forum/#!/forum/EPJF>

CODEPINK

CODEPINK est une organisation de base gérée par des femmes, œuvrant à mettre fin aux guerres et au militarisme des USA, à soutenir des initiatives pour la paix et les droits humains, et à réorienter nos prélèvements fiscaux vers la santé, l'éducation, les emplois verts et autres programmes vitaux.

Créée à l'automne 2002 comme effort de base pour éviter la guerre US en Iraq, CODEPINK continue à organiser des actions pour la justice envers les Irakiens et pour faire rendre compte les criminels de guerre. Nous nous opposons activement à la guerre US continuant en Afghanistan, à la torture, au centre de détention de Guantanamo, aux drones armés et espions, aux poursuites envers les lanceurs d'alerte, au soutien US à l'occupation israélienne de la Palestine et aux régimes répressifs.

Pourquoi des femmes ?

CODEPINK, ce n'est pas que des femmes-nous invitons les hommes à nous rejoindre - mais nous sommes particulièrement soucieuses de voir des mères, grand-mères, sœurs et filles, des travailleuses, étudiantes, enseignantes, soignantes, artistes, écrivaines, chanteuses, poètes et toutes les femmes outragées à se lever et à s'opposer au militarisme global.

<http://www.codepink.org>

AUPHR **Américains Unis pour les** **Droits Palestiniens** (Americans United for Palestinian Rights)

PO Box 14901 Portland, OR 97293
<http://www.auphr.org/> info@auphr.org
<http://www.auphr.org/index.php/links/palestinian-organizations>

AUPHR est une association de contribuables Américains unis par un souci mutuel pour les droits humains en général. Nos membres sont de toutes religions, races, origines nationales et convictions politiques. Nous sommes une organisation ouverte, sur base locale, non affiliée à d'autres groupes, bien que cherchant à compléter l'action d'autres qui partagent nos soucis. Notre objectif est d'éliminer le financement conséquent et les politiques discriminatoires des USA qui soutiennent directement ou indirectement l'oppression et la violation des droits humains en Israël et dans les territoires occupés par Israël. Nos outils sont l'éducation du public et l'action politique et juridique.

AUPHR est fière d'être membre de la « Campagne US pour mettre fin à l'occupation israélienne », coalition de plus de 320 groupes aux USA.

CANADA :

CJPME Canadiens pour la Justice et la paix au Moyen-Orient (CJPME Canadians for Justice and Peace in the Middle East)

CJPME a vu le jour en 2002 sous l'impulsion de Canadiens et de Canadiennes soucieux de promouvoir la justice, la paix, la prospérité et la sécurité des peuples du Moyen-Orient et fait homologuer son nom actuel en 2004. CJPME tient à jour une banque de ressources et organise diverses

Voir : US Campaign to End the Israeli Occupation



CJPIP **Comité pour une** **Paix Juste en** **Israël et Palestine** (Committee for a

Just Peace in Israel and Palestine)

1044 Gunderson
Oak Park, IL 60304
<http://www.cjpip.org>

Le Comité pour une Paix Juste en Israël et Palestine est un groupe diversifié, basé sur les communautés, chargé à organiser des activités et des événements éducatifs qui font progresser la cause de la paix et de la justice pour la paix et pour les Palestiniens et les Israéliens. Le CJPIP soutient les efforts pour la résolution de ce conflit qui combinent vision et pragmatisme.

End the occupation

« End the occupation » soutient le BDS et la campagne pour la libération de Marwan Barghouti.

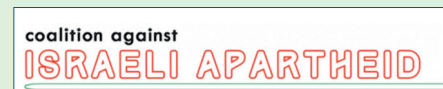
US Campaign to End the Israeli Occupation PO Box 21539 Washington, DC 20009

<http://www.endtheoccupation.org/>

activités afin de permettre à l'ensemble des Canadiens de mieux comprendre les dynamiques régionales et de mettre en œuvre des solutions aux problèmes du Moyen-Orient.

Coalition contre l'apartheid **israélien**

(Coalition Against Israeli Apartheid)



Basée à Toronto, est particulièrement active pour soutenir BDS et lutter contre les mesures unilatéralement pro-Israël prises par la municipalité de Toronto.

Coalition Against Israeli Apartheid PO Box 494 / Station P Toronto, Ontario M5S 2T1, Canada - Fax 416-971-2292

endapartheid@riseup.net
<http://www.caiaweb.org/>



Site web bilingue
Anglais et
Français

http://fr-cjpme.nationbuilder.com/mission_and_vision
[www.cjpme.org/Canadiens pour la Justice et la Paix au Moyen-Orient](http://www.cjpme.org/Canadiens_pour_la_Justice_et_la_Paix_au_Moyen-Orient)
10090 Saint-Laurent Blvd.
Suite 201B
Montreal, QC, H3L 2N7
Tél. : + 1 438-380-5410



La campagne BDS en France et dans le monde

La campagne "**Boycott, Désinvestissement, Sanctions**" trouve son origine dans l'appel lancé, le 9 juillet 2005, aux sociétés civiles internationales et aux gens de conscience du monde entier, par 172 partis, organisations et syndicats, représentant la société civile palestinienne, en vue d'imposer de larges boycotts à Israël, et des retraits d'investissement. Elle a essentiellement pour but de faire respecter par Israël le droit international, superbement ignoré par l'Etat hébreu depuis sa proclamation par David Ben Gourion, le 14 mai 1948.

Cet appel énonce les trois exigences indissociables du peuple palestinien :

- 1/ *Fin de l'occupation de la Palestine (Cisjordanie, Jérusalem-Est, Bande de Gaza) et de la colonisation de toutes les terres.*
- 2/ *Egalité absolue des droits accordés aux Juifs et aux Palestiniens d'Israël, dont la nationalité.*
- 3/ *Droit des réfugiés au retour et à l'indemnisation, comme stipulé par la résolution 194 de l'ONU, du 11 décembre 1948.*

Nous avons retenu comme premier document, la lettre en date du 20 novembre 2015 que Jean-Jacques URVOAS, alors président de la Commission des lois à l'Assemblée

Nationale, aujourd'hui ministre de la Justice, a dressé à Madame Christiane Taubira, alors Garde des Sceaux, au sujet de la fameuse « *circulaire Alliot-Marie* ».

l'abrogation de la circulaire Alliot-Marie de 2010 mérite indéniablement d'être posée ».

Après une démonstration très sérieuse, J. J. Urvoas a conclu : « *Au regard de ces divers éléments, la question de*

J.J. Urvoas est ministre depuis cinq mois - le 27 janvier 2016 - se décidera-t-il un jour d'abroger la circulaire ou, comme tant d'autres hommes politiques - ce qui heurte profondément la jeunesse de notre pays - est-il aussi de ceux qui disent « blanc un jour et font noir le lendemain » ?



JEAN-JACQUES URVOAS
DÉPUTÉ DU FINISTÈRE

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES LOIS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Madame Christiane Taubira
Ministre de la Justice
13 place Vendôme
75042 Paris cedex 01

Nos réf : JJU.AT.08034

Quimper, le 20 novembre 2015

Madame la Ministre,

Je souhaite attirer votre attention sur la circulaire CRIM-AP N° 09-9006-A4, prise le 12 février 2010 par la Garde des sceaux, Madame Michèle Alliot-Marie.

Les associations de défense de la cause palestinienne, à l'instar de France Palestine Solidarité, dénoncent cette réglementation qui s'appuie sur la loi du 29 juillet 1881 relative à la liberté de la presse. Ce faisant, elle la détourne de son objectif initial pour demander aux parquets la poursuite en justice des personnes appelant au boycottage de produits israéliens en provenance des territoires occupés.

Les actions menées par ces personnes visent à sensibiliser la population à la question du conflit israélo-palestinien et à sanctionner l'Etat hébreu pour son non-respect du droit international concernant l'occupation des colonies et son attitude dans le cadre du processus de paix.

L'incitation à punir ce militantisme constitue une atteinte à la démocratie et aux libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression, qui ne doivent faire l'objet de limitations qu'en cas de déclarations ou de faits inacceptables et contraires aux valeurs républicaines.

Le 19 novembre 2013, la Cour de cassation a relaxé plusieurs militants de la campagne BDS (boycottage, désinvestissement, sanctions) contre lesquels des poursuites judiciaires avaient été engagées pour avoir diffusé la vidéo d'une de leurs actions dans un centre commercial de la région parisienne. De même, en mai 2014, trois militants pro-Palestiniens

poursuivis pour avoir appelé au boycottage de produits israéliens ont été relaxés par la cour d'appel de Montpellier.

Même si les suites pénales données à ces affaires sont peu nombreuses, l'absence d'une jurisprudence suffisante dans ce domaine et la non-abrogation de la circulaire en question pourrait conduire des militants devant la justice avec une issue possiblement différente. En témoigne le jugement rendu le 27 novembre 2013 par la cour d'appel de Colmar qui a condamné douze militants à 1 000 euros d'amende avec sursis - sentence qui vient d'ailleurs d'être confirmée par la Cour de cassation dans un arrêt du 20 octobre 2015.

D'autres événements survenus au niveau européen viennent appuyer la demande d'abrogation de cette circulaire. Ainsi, conformément aux lignes directrices UE-Israël adoptées en 2013, les ministères des affaires étrangères de 17 Etats membres, sur leur site Internet, déconseillent aux entreprises de leurs pays de se livrer à des échanges commerciaux avec les entreprises israéliennes installées dans les territoires occupés. La France a elle-même publié fin juin 2014 un addendum à ce sujet sur sa fiche de conseils généraux aux voyageurs. Enfin, l'Union européenne vient de décider, le 11 novembre dernier, la mise en œuvre d'un étiquetage spécifique des produits originaires des colonies israéliennes dans les territoires occupés, à savoir la Cisjordanie et le plateau du Golan.

Au regard de ces divers éléments, la question de l'abrogation de la circulaire Alliot-Marie de 2010 mérite indéniablement d'être posée. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître votre position à ce sujet.

Dans cette attente, je vous prie de croire, Madame la Ministre, à l'expression de ma parfaite considération.

Jean-Jacques Urvoas

Le BDS, une arme pacifique et efficace pour amener les israéliens à prendre leurs responsabilités

par Rony Brauman (1)

Comment percevez-vous le climat actuel post-attentat, entre criminalisation de la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions et les dernières déclarations du Premier ministre assimilant l'antisionisme à l'antisémitisme ?

- C'est inquiétant. D'un côté, il y a une obsession de l'islam liée aux guerres du Proche-Orient et à l'exportation du terrorisme, donnant à cette religion, en première approximation, un visage angoissant, menaçant. Cet aspect mérite une analyse en profondeur pour distinguer terrorisme islamiste et Musulmans, de même que nous n'incriminons pas les Protestants pour le Ku Klux Klan, les Orthodoxes pour le stalinisme ou les Catholiques pour la pédophilie. On voit se développer un discours accusatoire et globalisant de l'islam et des musulmans, tenu par différents intellectuels qui ont des accès médiatiques considérables. De prime abord, nous pensons à Finkelkraut ou Zemmour, rejoints récemment par Elisabeth Badinter, dont les propos incendiaires, caricaturaux, instrumentalisent la laïcité et le féminisme au service d'un combat global contre tout ce qui peut être rattaché à l'islam.

De l'autre côté, et à la rencontre de cette obsession, il y a la défense obstinée de la politique israélienne. François Hollande et Manuel Valls se situent dans la tradition de la SFIO de Guy Mollet, marquée par le colonialisme et l'orientalisme. Valls, sans doute le premier ministre le plus pro-israélien de notre histoire, est allé jusqu'à dire publiquement qu'il était « *lié de manière éternelle à la communauté juive et à Israël* ». Discours doublement fautif, puisqu'il invoque une « *communauté juive* » – qui n'existe pas plus que la « *communauté musulmane* » – et qu'il l'associe comme allant de soi à Israël. Et cela, de plus, au moment où on a à faire au gouvernement le plus raciste et violent de l'histoire d'Israël.

Ces deux mouvements sont distincts mais, progressivement, ils ont

convergé. La campagne BDS est qualifiée logiquement d'antisémite, puisqu'à partir du moment où nos gouvernants sont, d'une part des défenseurs d'Israël, et d'autre part confondent explicitement Juif et Israël, toute dénonciation de la politique israélienne peut être ramenée à un acte anti-juif. Evidemment, ce n'est pas un hasard si la criminalisation s'accroît parallèlement à la montée de l'inquiétude, parmi les dirigeants israéliens, de la progression du BDS.

• Vous venez de signer une tribune à l'initiative de l'Union Juive Française pour la Paix intitulée « Appel juif pour le BDS ». Pourquoi est-ce important de signifier que vous soutenez le BDS en tant que Juif ?

- Je tiens d'abord à signaler mon ambivalence par rapport à cette démarche. Je n'apprécie pas de mettre en avant mon affiliation juive pour des motifs politiques. Je connais plusieurs personnes, militants pour la Palestine d'origine juive, qui ont refusé de signer la tribune estimant qu'elle véhicule une vision ethniciste ou culturaliste, qu'ils récuse. Je les comprends très bien, et j'ai moi-même hésité pour ces raisons. Si j'ai signé, c'est parce que je souhaite multiplier les occasions de dénoncer la criminalisation du BDS, réaffirmer que cette campagne de diabolisation est odieuse et contraire aux principes démocratiques. On cherche à disqualifier un mouvement citoyen qui utilise la consommation comme levier politique. (...)

• Vous l'avez dit, ces personnalités ou organisations ont un accès aisé aux médias, et certains, comme le CRIF, n'hésitent pas à prétendre parler au nom des Juifs de France et dans le même temps défendre la politique israélienne. Vous êtes également un interlocuteur ponctuel pour le champ médiatique. Pourquoi les journalistes n'invitent-ils pas davantage de voix juives critiques d'Israël ? Pour paraphraser le dernier numéro de « *Manière de Voir* », comment

pouvons-nous faire sauter le verrou médiatique sur cette question ?

- C'est aux journalistes qu'il faut poser la question, et à votre place je la radicaliserais. Pourquoi un propagandiste comme BHL est-il autant présent dans les médias ? Pour moi, la première réponse c'est qu'il fait le spectacle, à l'instar d'autres démagogues. Ensuite, il détient un capital social qui semble lui donner un accès privilégié par rapport à d'autres aux médias, et le protège des critiques.

Pour faire sauter le verrou, il faut d'abord avoir davantage d'individus qui s'expriment sur cette question. Davantage de protestation citoyenne, de pétitions, tant contre la politique d'Israël que contre la présence envahissante de ces personnalités dans les médias. Cependant, il faut savoir rester sur le fil du rasoir et ne pas verser dans une dérive antisémite.

Notre pays a un problème avec ses Juifs et ses Arabes, comme séquelle de Vichy et de la colonisation. A l'image du décret Crémieux de 1870, les politiques pensent trouver une solution dans une gestion partielle de ces deux populations. L'une se voit dotée de toutes sortes d'attributs, il est le signal de notre bonne, ou mauvaise, santé nationale. En bref, si les Juifs de France ne vont pas bien, c'est la nation entière qui va mal. L'autre, au contraire, est continuellement dévalorisée, soit parce qu'elle est trop arabe, soit parce qu'elle est trop musulmane, voire les deux.

Pour être plus clair, le décret Crémieux est perpétuellement présenté comme un symbole démocratique au sein d'un tableau colonial jugé trop sombre. C'est oublier qu'il ne fut qu'un raffinement de l'apartheid colonial. Philosophiquement, que vous soyez dévalués ou surévalués, cela revient au même puisque vous n'êtes pas au même rang que les autres. Et les médias ne sont pas étrangers à ce prisme postcolonial. (...)

Article complet sur <http://www.france-palestine.org/Rony-Brauman-le-BDS-une-arme-pacifique-et-efficace-pour-amener-les-Israeliens-a>

(1) Né à Jérusalem, Rony Brauman est un médecin français, ancien président de Médecins Sans Frontières et professeur à l'université de Manchester. Il a récemment reçu le prix Palestine-Hamchari pour son manifeste « Pour les Palestiniens » et a signé différentes tribunes affirmant le droit de boycotter Israël.

"La bataille du boycott d'Israël gagne du terrain"

Rédigé par Repères anti-racistes



Quand le bruit a couru que la firme de cosmétiques Ahava se retirait de Cisjordanie occupée, les Israéliens se sont alarmés d'une décision prise sous la pression tandis que les militants du boycott ont crié victoire. La société israélienne, qui exporte boues et crèmes à base de sels et minéraux de la mer Morte, a indiqué en mars qu'elle installait une usine supplémentaire en Israël sans toutefois confirmer qu'elle fermait son entreprise en Cisjordanie, territoire palestinien occupé depuis près d'un demi-siècle par l'Etat hébreu. Malgré ce flou, c'était déjà un succès pour les militants de BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).

Depuis qu'ils ont lancé leur campagne - qui appelle au boycott des produits israéliens mais aussi des relations culturelles ou académiques avec Israël tant que durera l'occupation - elle semble aujourd'hui franchement décoller.

Ce mouvement est né il y a dix ans en Cisjordanie où plus de 2,8 millions de Palestiniens vivent en tension permanente avec 600.000 colons israéliens, dont la présence est considérée comme le principal obstacle à la paix par la communauté internationale, qui rappelle régulièrement que ces constructions - fortement subventionnées par l'Etat hébreu - sont illégales.

Depuis, BDS s'est invité dans les tribunaux, les universités et même les Parlements à Paris,

Londres ou aux Etats-Unis. Ses soutiens font valoir que des entreprises ont quitté sous sa pression la Cisjordanie,

comme l'entreprise israélienne de boissons SodaStream en 2015. Le géant britannique-danois de la sécurité G4S, lui, s'est même retiré d'Israël.

Menace stratégique

Des entreprises en Cisjordanie se targuent pourtant de s'agrandir, faisant fi du boycott mais aussi de l'Union européenne qui a décidé d'étiqueter comme tel les produits originaires des colonies des Territoires occupés.

Quoi qu'il en soit, Israël assure prendre BDS au sérieux et a débloqué cette année 31 millions de dollars pour lutter contre cette campagne, qui constitue une "menace stratégique" selon des dirigeants israéliens. Le ministre des Affaires stratégiques Gilad Erdan a récemment dit vouloir "torpiller en temps réel BDS et même avoir une longueur d'avance sur lui".

De son côté, BDS dit s'inspirer de la lutte anti-apartheid des années 1980 et dément formellement des accusations d'antisémitisme formulées par ses détracteurs.

"Ils ne peuvent pas répondre avec leurs outils traditionnels, (nous) accuser d'être terroriste ou financé par des terroristes parce que le monde peut facilement voir que ce n'est pas vrai", affirme à l'AFP Jamal Jouma, membre du Comité exécutif du BDS à Ramallah. "Donc ils tentent de criminaliser le mouvement à l'international" en le taxant d'antisémitisme.

L'ONG israélienne Goush Shalom, qui milite contre l'occupation, affirme qu'une myriade d'entreprises ont quit-

té la Cisjordanie ces dernières années et que même les petites compagnies sont maintenant sous pression. Mais certains assurent qu'ils ne plieront pas. Yaakov Berg, qui produit chaque année 250.000 bouteilles de vin « Psagot » dans les territoires occupés, dit avoir refusé des offres de plusieurs millions de dollars parce que ses investisseurs lui demandait de se relocaliser en Israël. "Je ne partirai jamais d'ici", affirme-t-il.

Impact limité ?

Globalement, l'impact sur l'économie israélienne reste limité. Les colonies ne comptent que pour 2 à 3 % du commerce israélien, et selon le Conseil Yesha, qui représente les colons, elles accueilleraient 890 usines en 2015 contre 680 en 2011.

Mais, note Ofer Zalsberg de l'International Crisis Group, de grosses entreprises, qui auraient volontiers investi dans les colonies il y a encore cinq ans, y réfléchissent désormais à deux fois. Et pour Israël, « la crainte aujourd'hui, c'est que BDS fasse changer les règles du jeu », assure M. Zalsberg. L'Etat hébreu redoute notamment des mesures qui pourraient aller jusqu'à exclure les colons des procédures d'obtention automatique de visas vers les Etats européens dont bénéficient les Israéliens.

Ben-Dror Yemeni, journaliste israélien, mène campagne contre BDS mais reconnaît que "pour l'instant, la bataille se joue au niveau des opinions publiques occidentales et les militants BDS pourraient la gagner". "C'est tellement facile de vendre cette propagande anti-Israël", juge-t-il.

Israël préfère donc miser sur la voie judiciaire. 40 avocats plangent depuis deux ans sur une stratégie, rapporte Ron Lauder, qui dirige le Congrès juif mondial. "Sur le front juridique, nous sommes gagnants", s'est-il récemment félicité.

La stratégie a porté des fruits: la France a interdit BDS en octobre et sept Etats américains ont adopté des résolutions le condamnant. Le Parlement canadien s'est aussi exprimé en ce sens.

Mais ces restrictions ne découragent pas le mouvement pro boycott, qui promet de maintenir la pression sur Israël.

Source : http://www.lepoint.fr/monde/la-bataille-du-boycott-d-israel-gagne-du-terrain-20-04-2016-2033631_24.php

Le boycott est le seul moyen pour arrêter l'occupation israélienne

par Gideon Levy

Le rédacteur en chef de Ha'aretz, Aluf Benn, nous demande de ne pas être trop enthousiastes à propos des effets d'un boycott d'Israël (*Ha'aretz*, 28 avril 2016). Je suis d'accord avec lui, mais même si nous ne sommes pas enthousiastes à ce sujet, c'est que nous n'avons pas d'autre choix que de reconnaître que ces boycotts, désinvestissements et sanctions représentent le seul moyen existant, le dernier espoir, pour le changement que Benn veut aussi. **C'est le seul moyen pour empêcher Israël de persister dans ses crimes. Sa seule alternative, c'est l'effusion de sang, dont personne ne veut.** (NDLR : souligné par nous)

Sanctions et boycott sont les moyens légitimes les plus non-violents qui existent (Israël ne cesse de prêcher au monde de les utiliser contre ses ennemis) et qui ont fait la preuve de leur efficacité. Même les gens qui partagent les réserves de Benn, et je partage certains de ses doutes, doivent admettre qu'il ne propose aucune autre alternative. Sa proposition pour que la gauche établisse une base pour un soutien national à ses positions est sans espoir au regard du bourrage de crâne, de l'ignorance, de l'aveuglement, de la « *dolce vita*, » de l'absence d'opposition et de la montée de l'extrémisme dans la société israélienne.

Nécessité d'agir

Parce que c'est une situation qui est criminelle et qui ne doit pas être autorisée à persister, nous ne pouvons pas ne pas agir, rester à attendre que l'opinion publique aie la bonne grâce de changer. Elle ne le fera jamais de son propre chef, elle n'aura aucune raison de le faire aussi longtemps qu'elle n'aura pas à payer pour ses crimes et qu'elle n'en sera pas punie. Les gens qui le prétendent sont arrivés à un nouveau sommet dans le culot israélien : permettre à la tyrannie, aux sévices et à l'oppression de se poursuivre au nom de la démocratie.

Benn commence son article en décrivant un rêve – que le monde impose des sanctions à Israël. La vérité c'est que parfois j'en rêve moi aussi, en une manifestation du désir primitif de quelqu'un qui voit les péchés chaque jour, et qui aspire à voir aussi leur sanction. Quand un agent de la police des frontières exécute une femme enceinte et son frère, prétendant qu'ils « *avaient jeté un couteau* », et que la société baille d'ennui, ce désir rend conscient qu'il faut réagir et le punir. Ce n'est pas un désir de vengeance, mais plutôt un désir de changement. **Benn croit qu'un boycott amènerait Israël à durcir sa position. Le passé a montré que c'est le contraire qui est vrai. Israël a toujours**

fait ses rares concessions seulement après avoir payé un lourd tribut, ou s'être trouvé face à une menace manifeste. (NDLR : souligné par nous) (...)

La première réponse au boycott sera celle que décrit Benn : Massada, se coaliser, prendre une ligne plus dure. Mais en un clin d'œil, les questions vont commencer à monter, suivies de protestations. Les Israéliens de 2016 ne sont pas bâtis pour vivre à Sparte, pas même à Cuba, pour circuler dans des voitures des années 1950, pour faire de longues queues pour avoir de la viande, tout cela pour garder la colonie d'Esh Kadosh en vie. Ils vont vendre Elkana pour garder Varna, et c'est une bonne chose. Et si cela laisse Elkana dans un unique État démocratique, ce sera mieux encore. Marwan Barghouti comme Premier ministre d'un gouvernement démocratique, ça ne me fait pas peur, Benn.

BDS n'a pas encore commencé à effleurer nos vies ici. En attendant, il n'y a pas de véritable guerre économique, simplement des mouvements qui font que, petit à petit, le discours international est en train de changer à



DR

propos d'Israël. Sur les bords, il y a peut-être quelques rares éléments d'antisémitisme, mais, fondamentalement, c'est un mouvement de protestation, par des gens de conscience qui veulent faire quelque chose. Un déclin économique en conséquence de cela pourrait se produire rapidement, pas nécessairement de façon progressive. **En Afrique du Sud, la communauté des affaires est venue voir le gouvernement et lui a dit : cela suffit, cela ne peut pas continuer. Cela pourrait aussi se produire comme cela ici. Cela m'imprègne vraiment d'un grand espoir, Benn, je ne vois pas d'autre alternative.** (NDLR : souligné par nous)

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine.

Gideon Levy - *Ha'aretz* - 1er mai 2016

Article traduit et publié par l'agence Média Palestine le 10 mai 2016.

Source : <http://cjpgp5.over-blog.com/2016/05/ha-aretz-com-israel-gideon-levy>

Pour les succès de BDS en Amérique latine,

Source : <http://www.alternativenews.org/english/index.php/news/1364-four-bds-successes-in-latin-america>

Un ministre israélien refuse de serrer la main de Marisol Touraine

Par Marcelo Wesfreid

Ultraorthodoxe et leader du parti religieux Agoudath Israel, le ministre de la Santé israélien, Yaakov Litzman a refusé de serrer la main de son homologue Marisol Touraine en visite au Proche-Orient.

En tournée au Proche-Orient, Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et de la santé, a été reçue, le 31 mars, par son homologue israélien, Yaakov Litzman. Au menu de la rencontre, un sujet brûlant : comment gérer l'afflux de victimes en cas d'attentats ? Mais Litzman, ultraorthodoxe et leader du parti religieux Agoudath Israel, a refusé de serrer la main de la ministre, prévenue de cette attitude par les services français du protocole.

Une visite impromptue à l'Assemblée

Une semaine plus tard, c'est au tour du ministre israélien de se rendre à Paris. Il participe à un colloque à l'Assemblée nationale. A la fin de cet événement, il décide - sans en avoir prévenu personne - d'assister à la séance des questions au gouvernement. Panique du personnel de l'Assemblée: "Ils vont où ?", "Ils restent là longtemps?"

Litzman, ses collaborateurs et ses gardes du corps sont guidés par Meyer Habib, député des Français de l'étranger. La petite troupe finit par monter au deuxième étage et débarque dans la tribune réservée aux journalistes. Un huissier, embarrassé, laisse passer le ministre. Non sans lui avoir rappelé un point du règlement: l'obligation de retirer son chapeau.

http://www.lexpress.fr/actualite/politique/israel-un-ministre-refuse-de-serrer-la-main-a-marisol-touraine_1781900.html

Catherine Hall, historienne anglaise, refuse un prix israélien de 300 000 dollars

Catherine Hall, une célèbre historienne féministe britannique, pionnière dans le domaine de l'histoire sociale (histoire des femmes dans les années 70, racisme et esclavage) a refusé dimanche 22 mai un prestigieux prix académique israélien, citant des raisons politiques concernant la Palestine, a rapporté le journal israélien *Haaretz*.

Elle a ainsi refusé de se rendre à Tel Aviv pour recevoir ce prix.

"Ceci est un choix politique indépendant, pris après de nombreuses discussions avec ceux qui sont profondément engagés dans la question israélo-paléstinienne", a écrit l'historienne dans un communiqué cité par le même journal. Sa décision est un "appui significatif à la campagne de boycott des institutions israéliennes", selon le comité britannique des Universités de Palestine qui a salué ce choix.

D. Shulman, professeur de Sciences Humaines et détenteur de la Chaire Renee Lang à l'université hébraïque de Jérusalem, s'est vu décerné le Prix Israël en raison de ses recherches exceptionnelles sur la religion, la littérature et la culture de l'Inde du Sud. La remise a eu lieu le 14 mai. Après avoir hésité, il a décidé d'accepter le prix et de donner les 20 000 dollars qui l'accompagnent à l'ONG *Ta'ayush* dont il est membre depuis plusieurs années.

Les militants de *Ta'ayush* soutiennent les Palestiniens des collines du Sud d'Hébron ; ces derniers font l'objet d'un harcèlement constant, accompagné d'actes de violences, de la part de l'armée et des colons qui veulent les déloger de leurs terres ancestrales. Les 20 000 dollars aideront l'ONG à couvrir ses dépenses de fonctionnement et les frais de justice requis pour la défense de ses militants constamment arrêtés.

Huttington Post Maghreb, 23 mai 2016

<http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.719171>

UNICEF :

« En l'espace de 3 mois, Israël a tué 25 enfants »

« *Vingt-cinq enfants palestiniens ont été assassinés au cours des trois derniers mois de 2015, au cours d'une vague d'attaques anti-israéliennes, et le nombre de détenus était le plus élevé en sept ans* » a déclaré le 14 mai l'agence des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« **D**e graves préoccupations ont été soulevées concernant l'utilisation excessive de la force, en particulier en ce qui concerne les incidents où les enfants palestiniens ont été abattus par les forces de sécurité israéliennes après avoir effectué ou être soupçonné d'avoir voulu mener des attaques à l'arme blanche, » a déclaré l'UNICEF dans un rapport. Le rapport rappelle que plus de 1300 enfants palestiniens ont été blessés au cours de la flambée des attaques, la quasi-totalité en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, tandis que trois enfants israéliens ont été blessés en Cisjordanie et à Jérusalem-Ouest.

L'UNICEF a cité l'exemple, le 25 octobre à Hébron en Cisjordanie, d'une jeune fille de 17 ans qui a été « prise par les soldats des FDI [Forces de défense israéliennes]

pour une fouille, puis abattue et tuée sur place avec au moins cinq balles ». « Les autorités israéliennes ont dit qu'elle avait tenté de poignarder un policier, cependant, un témoin a déclaré qu'elle ne présentait absolument aucune menace au moment où elle a été abattue, et elle criait qu'elle n'avait aucun couteau, » a-t-il dit.

En comparaison avec le coût élevé en vies humaines pour la période d'octobre à décembre, l'UNICEF a enregistré que quatre enfants palestiniens avaient été tués et 165 blessés entre juillet et septembre l'année dernière.

L'UNICEF a également tiré la sonnette d'alarme sur le nombre d'enfants palestiniens âgés de 12 à 17 ans, détenus par l'armée israélienne, en notant que le décompte se situait à 422 à la fin de décembre, selon le service pénitentiaire israélien. C'est le nombre le plus élevé enregistré depuis mars 2009.

La loi israélienne permet que les enfants palestiniens de moins de 12 ans soient soumis à un procès.

Depuis le début des actes de révolte en octobre, 204 Palestiniens et 28 Israéliens ont été tués. Les autorités israéliennes d'occupation prétendent que la plupart des Palestiniens tués portaient un couteau ou un pistolet, ou voulaient utiliser leur voiture comme bélier.

14 mai 2016 - Middle East Eye –

Vous pouvez consulter cet article sur : <http://www.info-palestine.eu/spip.php?article16039>

Le maire de Tel Aviv impute l'attaque meurtrière contre un café à l'occupation israélienne

Le maire travailliste Ron Huldai (71 ans) a déclaré, à la radio de l'armée israélienne le 9 juin 2016, que l'occupation était responsable de l'attaque au cours de laquelle deux Palestiniens armés, originaires des alentours de Hébron, sont entrés dans un café populaire et ont ouvert le feu sur des personnes faisant la fête. « *Nous sommes sans doute le seul pays au monde, où une autre nation est sous occupation sans aucun droit civique* », a-t-il déclaré. « *Vous ne pouvez pas maintenir les gens dans une situation d'occupation et espérer qu'ils vont conclure que tout va bien.* » Il a ajouté que « *personne n'a le courage* » de faire la paix avec les Palestiniens et il a demandé de tenter de conclure un accord lorsque les attaques se seront calmées. « *Il y a eu une occupation qui dure depuis 49 ans, dont j'ai fait partie, et dont je connais la réalité, et je sais que les dirigeants ont besoin de courage pour ne pas se contenter de parler : Nous devons montrer à nos voisins que nous avons véritablement l'intention de revenir à une réalité avec un État juif plus petit, avec une nette majorité juive.* »

Le vice-ministre de la Défense Eli Ben-Dahan a répondu à Ron Huldai, qualifiant ses remarques d'« étranges » et « délirantes ». « *J'ai entendu le maire de Tel Aviv dire que l'"occupation" est responsable ou que c'est parce que nous n'avons pas de traité de paix avec les Palestiniens, que voilà pourquoi nous subissons le terrorisme* », a-t-il déclaré face au public à l'Institut d'études sur la sécurité nationale. « *Je tiens à lui rappeler que le terrorisme existait déjà ici il y a 100 ans et, en 1929, les Juifs ont été assassinés [dans un massacre à Hébron] alors qu'il n'existait pas d'État d'Israël. Il n'y avait même pas d'"occupation".* » (...)

CVPR-PO: Association 1901, fondée par Béréa Adli-Bloch

Président d'Honneur

Professeur Jacques Milliez.

Président : **Me Maurice Buttin.**

Vice Présidents : **Pierre**

Lafrance,

Raymond Du Moulin,

Francis Blanchet

Secrétaire générale : **Hasna**

Abid.

Trésorier : **Henri Marchal**

Directeur de la publication :

Maurice Buttin

Rédacteur en chef :

Francis Blanchet

Secrétariat : 54, rue des Entrepreneurs,

75015 PARIS

CCP 41 675 48 J La Source.

Courriel : maurice.buttin@orange.fr

Les deux attaquants palestiniens sont tous deux en garde à vue, et l'un d'entre eux a subi une intervention chirurgicale après avoir été abattu par la police. Bezalet Smotrich, membre du parlement israélien, a tweeté qu'il « s'inquiétait » du fait que la police n'avait pas abattu les deux assaillants sur les lieux, plutôt que de les arrêter. « *Un terroriste qui s'en va nuire aux Juifs ne devrait pas s'en sortir vivant, point final* », a-t-il écrit. Un porte-parole du mouvement Hamas basé à Gaza a salué l'attaque, en disant qu'il s'agissait d'une « *opération héroïque* ».

Pendant ce temps, Aymen Odeh, à la tête de la liste commune israélo-palestinienne, a déclaré que l'incident était un « *coup terrible pour les civils* ». « *Mes pensées vont aux familles. Une attaque contre des innocents est toujours répréhensible, il ne peut y avoir aucune justification au fait de tirer sur des civils dans la rue* », a-t-il déclaré. Aymen Odeh a ajouté que l'actuel gouvernement israélien de coalition d'extrême-droite a contribué à une « *aggravation de la haine et de la violence* ».

Une des premières réactions d'Israël face à l'attaque a été de révoquer des dizaines de milliers de permis d'entrée de Palestiniens.

Traduit de l'anglais (original)
par VECTranslation.

61,9% des Américains disent que l'aide des Etats-Unis à Israël est «too much»

Par Gilles Munier

Quand on sonde les Américains pour savoir ce qu'ils pensent des 3 milliards de \$ d'aide officielle annuelle accordée par les Etats-Unis à Israël, ils répondent à 61,9% qu'elle est « *excessive* » (soit « beaucoup trop » pour 32,5% d'entre eux, et « trop » pour 29,4%).

Depuis 1948, les Etats-Unis ont versé 250 milliards de dollars à Israël, plus qu'à n'importe quel

autre Etat dans le monde, un chiffre qui ne comprend ni les financements octroyés par les Etats américains et les municipalités, ni ceux passant par les agences de renseignement. (NDLR : souligné par nous)

Israël milite maintenant, via ses lobbies aux Etats-Unis, pour une augmentation massive de l'aide américaine avant l'élection présidentielle, sous prétexte que Washington doit compenser les effets – *néfastes selon l'Etat dit juif* - de l'accord signé à Genève sur le nucléaire iranien. Un sondage réalisé en 2015 révélait que 67,8% des Américains étaient opposés à un accroissement de cette aide.

La balle est dans le camp de Barack Obama.

Source : Antiwar (6/4/16)

Un message de Mazin Qumsiyeh

De Palestine nous adressons nos profondes condoléances à Brendan Cox et à toute la famille de la députée du parti travailliste britannique Jo Cox assassinée. Cette collègue et amie des opprimés du monde entier nous manquera beaucoup. Elle croyait à l'humanité et à la compassion (c'est une chose inhabituelle chez les politiciens).

Nous ne pouvons que souligner le contraste entre elle et une personne comme Hilary Clinton qui a été mise au défi par Bernie Sander de même faire état des souffrances des Palestiniens sous occupation. Le meurtre de Jo n'est pas qualifié de terrorisme par les médias sous contrôle sioniste parce que son assassin est une personne blanche raciste qui apportait son soutien à Israël.

La meilleure chose que nous puissions faire pour honorer Jo est de redoubler d'efforts pour la paix et la justice. Pour ceux qui sont indifférents à la montée des nationalismes et des fondamentalismes (sous prétexte de sécurité), veuillez penser à la façon dont ont commencé les guerres mondiales et aux destructions qu'elles ont causées. Ce n'était pas

une question de mauvais dirigeants mais d'un public consentant. Il y a de mauvais dirigeants partout et même ici sous occupation nous avons des dirigeants collaborateurs qui s'accrochent de l'apartheid et qui acceptent l'injustice subie par leur peuple tant qu'eux-mêmes sont bien nourris, bien soignés et qu'ils peuvent voyager avec des cartes VIP. Mais l'histoire nous apprend que des noms comme Rachel Corrie et Jo Cox seront toujours honorés alors que leurs noms seront oubliés ou balayés dans les poubelles de l'histoire.

“Peux-tu me dire le poids d'un flocon de neige,” demanda une mésange à une colombe sauvage. *“Rien de plus que rien,”* fut la réponse. *“Dans ce cas il faut que je te raconte une histoire merveilleuse,”* dit la mésange. *“J'étais perchée sur la branche d'un sapin, tout près du tronc, lorsqu'il se mit à neiger – pas très fort, pas une furieuse tempête de neige : non, tout comme dans un rêve, sans un bruit et sans la moindre violence. Comme je n'avais rien de mieux à faire, je comptais les flocons qui se posaient sur les rameaux et les aiguilles de ma branche. Leur nombre était exactement de 3.741.952. Lorsque le 3.741.953ème tomba sur la branche – rien de plus que rien comme tu dis – la branche se brisa.”*

Sur ces mots la mésange s'envola. La colombe, qui faisait autorité en la matière depuis le temps de Noé, réfléchit un moment à l'histoire, et finit par se dire : *“Peut-être ne manque-t-il que la voix d'une seule personne pour que la paix advienne dans le monde.”*

(Extrait de “Nouvelles fables, Ainsi parlait le Marabout” de Kurt Kauter)

Mazin Qumsiyeh

Le 18 juin 2016

Professeur et Directeur (bénévole)

Musée d'histoire naturelle de Palestine

Institut de biodiversité et de viabilité de Palestine

Université de Bethléem

Palestine occupée

CONSULTATION SUR L'AVENIR DU CVPR PO

Sur décision du Conseil d'Administration, une consultation a été organisée sur son avenir, auprès des adhérents et auprès d'amis du CVPR PO. Nous avons reçu de très nombreuses réponses.

Toutes demandent la poursuite de son action, en particulier, en priorité, la diffusion du "Courrier du CVPR", et l'organisation d'un colloque annuel avec édition des ACTES.

Quelques extraits :

Le "Courrier du CVPR" est un outil remarquable et à maintenir en priorité.

Dr. B.J

Continuez à publier le "Courrier du CVPR" où l'on trouve des articles originaux et des analyses pertinentes.

F.G.R.

Le "Courrier du CVPR" est très bon. Toute la question est de savoir s'il peut parvenir à ceux qui ne sont pas convaincus ?

P.L.

La priorité donnée au "Courrier du CVPR" me semble essentielle. Peut-on suggérer simplement aux adhérents de faire lire autour d'eux le journal.

J.P.L

J'ai tant apprécié les colloques, que j'ai du mal à leur donner moins d'importance. Mais le journal est très bien.

C.S.

J'apprécie le "Courrier du CVPR" tel qu'il est. Souvent, j'y trouve des informations que je n'ai pas ailleurs.

M.M.

Si la diffusion de votre journal est indispensable, des débats avec des personnalités d'origines et d'opinions diverses me paraissent indispensables. Rien ne vaut la confrontation des idées.

J.G.

Le "Courrier du CVPR" a ouvert plusieurs fenêtres. Grâce à lui le soleil est entré dans ma maison lorsque j'avais 17 ans (...) Dans le "Courrier" il n'y a pas de point faible. Quand j'ai reçu le premier numéro, tout me parlait. Enfin me parlait autrement de la Palestine. Un parler vrai. Un éditorial toujours pertinent.

L.V.

J'apprécie beaucoup la qualité du "Courrier du CVPR" (...) Je suis sensible au souci permanent de diffuser des textes d'origines diverses. Le

"Courrier" établit un service de partage tout à fait nécessaire et rare dans le domaine qui nous concerne. Les contributions des experts sollicités sont aussi très importantes".

G.Ch.

Le "Courrier du CVPR" est utile par la richesse de ses informations et la diversité de ses sources.

F.G.

Le "Courrier du CVPR", version papier, se prête mieux à une lecture exhaustive et attentive. Elle est accessible à un plus large public. Elle est transmissible de la main à la main. La richesse de l'information est un aliment et un stimulant de la vigilance militante.

J.C.

Priorité au journal, qui fait le lien entre les adhérents ; qui fait le point sur la situation au Proche-Orient ; qui propose des textes, des avis, des documents variés que l'on ne lit nulle part ailleurs.

Y. et F. B

Bien que n'étant plus membre du CVPR-PO depuis 1 an, je continue à recevoir le « Courrier du CVPR » et je le lis attentivement.

Ph. D.

Je reçois bien le "courrier du CVPR" et je le lis toujours avec beaucoup d'intérêt.

J.G.

Je comprends le questionnement car nous sommes tous débordés par l'afflux de mails ; les invitations sur facebook et nos abonnements multiples et c'est vrai que je ne lis pas régulièrement ou systématiquement ce qui arrive, mais votre bulletin est différent des autres et en mieux.... C'est toujours d'un haut niveau et quand on le lit on ne perd pas son temps... Ce serait dommage d'y renoncer mais...

C.S.

Je reçois la version numérique et la version papier du "Courrier". Je le lis régulièrement et fais suivre aussi l'un ou l'autre article à quelques amis que cela peut intéresser. Bien sûr, il y a certains articles que je lis plutôt en diagonale, mais il y a toujours des titres qui attirent plus particulièrement mon attention et que je lis à fond. La version papier est évidemment plus agréable à lire, mais très certainement beaucoup plus coûteuse. Sans doute peut-on envisager de n'envoyer qu'une version numérique, comme le font les "Amis de Sabeel" pour leur bulletin Cornerstone.

M. B.

Je lis les nouvelles du CVPR PO avec intérêt, mais... je comprends que c'est un énorme travail pour vous (...) d'autant plus que chaque numéro est « gros » très complet, très intéressant. J'aime bien le papier, mais pour moi le PDF me

convient aussi, tout dépend aussi le travail que cela coûte au CA, en temps, en engagement, sans parler en finances. Bonne chance à vous pour choisir ce qui vous convient le mieux.

M. M.

LE COURRIER DES LECTEURS

Amicales félicitations pour le "Courrier du CVPR".

Alain Terrenoire - Paris

Bravo pour ce numéro et pour tous les numéros du "CVPR", qui sont pleins d'informations et d'analyse sur la Palestine. Amitiés de Gaza la vie

Ziad Medoukh - Gaza

Quel brillant "Courrier"....! je vous remercie la qualité de ce courrier et de votre travail incessant et sans fatigue pour le cas de la justice en Palestine. Le moindre que je puisse dire est que le Président, ainsi que le conseil de CVPR PO, sont un groupe très distingués, des intellectuels, des hommes et des femmes de conscience modèles.

Hind Houry - Béthléem.

Si vous avez, comme je le pense, un lien direct avec M^o Buttin, pouvez-vous lui dire qu'il a tout mon soutien, mais surtout qu'il a aussi celui de mon épouse, qui est persuadée, étant née et ayant été élevée à Meknès, qu'il est lui aussi de Meknès et qu'il sera heureux de savoir que d'autres "meknassis" pensent comme lui !

Michel Debray - Vice-amiral de la marine nationale, ancien président de l'Institut Charles de Gaulle - Vous êtes une source importante d'informations sur le Proche-Orient.

Pierre Stambul - Marseille

Je viens de lire l'éditorial du dernier numéro du "Courrier du CVPR" (Ça commence à bien faire ! « La politique française ne se fait pas à la Knesset »). Bravo pour ce texte que personne d'autre que toi ne peut écrire aussi clairement ! Tu mets vraiment les pieds dans le plat...

Dominique Ballereau - Meudon

Merci pour votre formidable travail au service d'une cause si précieuse !

René Nouailhat - Paris

J'ai bien reçu le "Courrier du CVPR". Il s'avère très intéressant.

Didier Destremau,
ancien ambassadeur



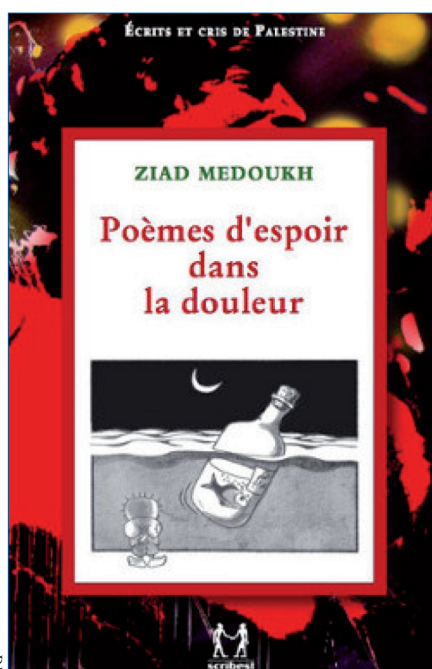
Olivia Elias

L'espoir pour seule protection, 2015

Poète et conférencière, membre de la diaspora palestinienne, Olivia Elias joue avec les mots pour dire ce qui est dans sa beauté et faire advenir les grands rêves, malgré les subterfuges et les falsifications. L'espoir pour seule protection est son second recueil de poèmes.

Source : <http://alfabarre.com/paroles-nomades/53-l-espoir-pour-seule-protection.html>

**N'oubliez pas
de régler votre cotisation
2016**

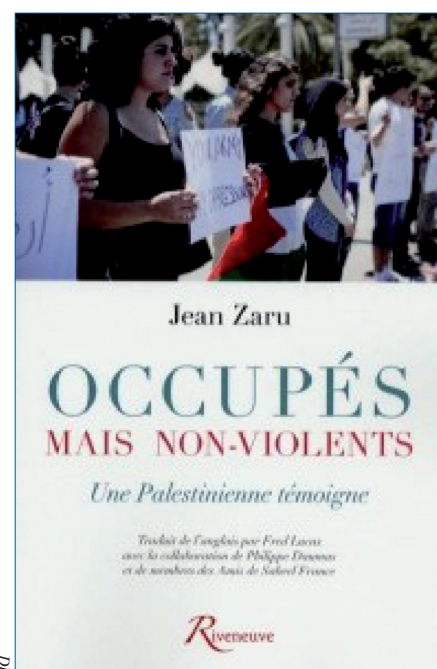


Ziad Medoukh

Poèmes d'espoir dans la douleur, 2016

Pédagogue, poète, écrivain, militant engagé pour sa cause et simple citoyen palestinien, Ziad Medoukh écrit ses poèmes en français afin de les partager avec le monde francophone. Ses mots sont des mots simples : ils scandent inlassablement l'attachement à la terre ancestrale et l'espoir d'une vie meilleure faite d'indépendance et de liberté ; ils résonnent comme autant de chants en hommage à la vie au milieu de l'enfer de Gaza, de son enclavement et ses privations.

Source : <http://www.scribest.fr/article-121-poemes-d-espoir-dans-la-douleur>



Jean Zaru

Occupés mais non violents, 2016

Voici un livre-témoignage sur la vie en Palestine occupée, dont le poids et la crédibilité se fondent sur la fidélité de l'auteur à des valeurs de paix, de justice et d'amour pour tous les hommes en référence aux enseignements du Christ. Jamais Jean Zaru ne se laisse aller à des mouvements de haine, jamais elle n'accepte le recours à la violence. Ce livre est un plaidoyer pour la justice, une justice qu'elle nous montre bafouée depuis la guerre de 1948 et plus encore depuis la guerre de 1967 et l'occupation.

Source : <http://www.chretiensdelamediterranee.com/recension-occupes-mais-non-violents-jean-zaru/>

L'Orient arabe trahi il y a juste cent ans

Au milieu du XIX^{ème} siècle, dans l'Empire ottoman en déclin, émerge un sentiment national arabe au Proche-Orient. A la même époque, on assiste en Europe au réveil du nationalisme juif, le sionisme, qui prône « *un retour* » en Palestine.

En octobre 1914, la Turquie entre en guerre au côté de l'Allemagne. Les Alliés, qui, depuis longtemps, convoitent le Proche-Orient, vont en profiter. Les Britanniques pensent utiliser un soulèvement des Arabes contre les Ottomans. Dans un échange de lettres entre le Chérif de la Mecque, Hussein Ben Ali, et Sir Henry MacMahon, le nouveau résident général au Caire, il est promis au Chérif un futur royaume arabe dans le « *Croissant fertile* ». Le soulèvement a lieu en juin 1916.

C'est le moment où les discussions entre Français et Britanniques aboutissent, à ce que l'on a nommé les accords de Sykes-Picot et à un partage de la région qui ignore les aspirations arabes. Peu de temps après, d'ailleurs, les Britanniques, par la « *déclaration Balfour* », du 2 novembre 1917, s'engagent pour l'établissement d'un foyer national juif en Palestine...

Le 25 avril 1920, le partage du Proche-Orient est consacré entre les deux empires, français et anglais, à la Conférence de San Remo. L'ancienne province de Syrie est découpée en trois morceaux - et distribuée en protectorats, français et britanniques. Adieu les belles promesses faites aux Arabes ! C'est de l'application des décisions de San Remo, qu'il faut dater la naissance de la haine de l'Occident dans le monde arabe. 1920 est notée dans les écrits arabes comme l'année de la NAKBA, l'année des catastrophes.

Aujourd'hui le Proche-Orient sombre dans le chaos : l'Irak détruite ; la Syrie meurtrie, les Palestiniens qui attendent toujours leur Etat, etc. A la violence des interventions occidentales répond la violence des groupes armés. Les racines de ces conflits sont-ils à rechercher dans les accords Sykes-Picot et les promesses contradictoires faites par Paris et Londres ?

Le CVPR PO a besoin de votre soutien financier. Les adhésions (15 euros pour les étudiants et chômeurs, 50 euros cotisation simple, 80 euros cotisation pour un couple) sont nécessaires à la poursuite de notre action. Les dons sont évidemment les bienvenus.

**Dons ou adhésions par chèque à l'ordre du CVPR PO
à adresser à Me Maurice Buttin, 54 rue des Entrepreneurs - 75015 Paris**